



JAB  
1225 Chêne-Bourg  
Postcode 1

Trimestriel - No 26  
Décembre - Dezember  
Dicembre 2009  
Tirage/Auflage/Tiratura:  
**130'000**  
Distribution spéciale:  
tous ménages Genève

# ligue suisse contre la vivisection schweizer liga gegen vivisektion lega svizzera contro la vivisezione

*et pour les droits de l'animal - und für die rechte des tieres - e per i diritti dell'animale*

Chemin des Arcs-en-Ciel 3  
Case postale 148  
1226 Thônex / GE  
T 022 349 73 37 F 022 349 19 54  
[www.lscv.ch](http://www.lscv.ch)

Mitgliederbeitrag / Cotisation Membre  
Quota socio CHF 15.-  
**CCP 12-2745-6**

# Retour programmé de la chasse à Genève

► p.2 et 3

## Grand concours d'affiche

La LSCV met au concours l'affiche de sa prochaine campagne nationale d'affichage sur la voie publique ► p.5

Pour un menu de fêtes **sans foie gras** ► p.6

Compte-rendu de la **manifestation ZUGETIVE** contre l'expérimentation animale à Fribourg ► p.8

Expériences sur des singes interdites à Zurich. Expériences sur des oiseaux condamnées à Soleure : **ça bouge enfin dans nos tribunaux** ► p.12 et 13

## Grosser Plakatwettbewerb

Die SLGV führt ein Preisausschreiben für ihre nationale Plakatkampagne im öffentlichen Raum durch ► S.15

Für ein festliches Menü **ohne Gänseleber** ► S.16

Berichterstattung über die **Veranstaltung ZUGETIVE** gegen Tierversuche in Freiburg ► S.18

Tierversuche an Affen im Kanton Zürich verboten. Versuche an Vögeln in Solothurn verurteilt: **Endlich handeln unsere Gerichte!** ► S.22 und 23

## Grande concorso per il nostro manifesto

La LSCV indice un concorso per il manifesto della sua prossima campagna pubblica nazionale ► p.25

Per Feste di fine anno **senza foie gras** ► p.26

Resoconto della **manifestazione ZUGETIVE** contro la sperimentazione animale a Friborgo ► p.28

Espimenti vietati sulle scimmie a Zurigo. Sperimentazioni su uccelli condannate a Soletta: **finalmente si muove qualcosa nei nostri tribunali** ► p.30 e 31

# Retour programmé de la chasse à Genève

**En matière de gestion de la faune, on regrette que ce ne soit pas toujours les plus intelligents qui s'expriment publiquement sur ce sujet. En faisant accepter le 18 novembre passé un amendement visant à obliger le service de la faune à déléguer la régulation du gibier aux chasseurs genevois, le député libéral Pierre Weiss en est un bon exemple.**

## La chasse est interdite à Genève depuis 35 ans

On se rappelle qu'en 1974, après que 72% de la population ait soutenu en votation populaire l'interdiction de chasser sur tout le territoire cantonal, les autorités comme les fédérations de chasse prévoyaient au mieux un désastre écologique, au pire la même chose. Finalement, rien de tout cela n'a eu lieu. Une dizaine d'années plus tard, excepté un désastre financier pour les quatre fédérations de chasse actives dans ce canton et qui continuaient à dénoncer «une situation tragique», plus personne ne soutenait les propos alarmistes tenus alors. Même l'ancien président de la commission de la faune déclarait: «*Contrairement à ce que l'on aurait pu penser, la plus grande partie des problèmes que la suppression de la chasse a posés a été des problèmes humains, politiques ou psychologiques et non pas des problèmes écologiques. Aujourd'hui, la faune de notre canton est d'une richesse et d'une variété exceptionnelle. Que le peuple genevois préserve ce trésor !*»

35 ans plus tard, la situation, au niveau biologique, reste remarquable. Chaque promeneur peut découvrir la richesse de la faune –notamment dans la portion du Rhône en territoire genevois, considérée comme d'importance internationale- bien que ce canton soit très densifié et qu'il n'existe plus de grandes étendues forestières.

## Une gestion de la faune dynamique

La situation actuelle n'est pas due au hasard. Suivez à la votation de 1974, le service cantonal s'est réorganisé pour soutenir la décision des Genevois. A ce jour, les contribuables de ce canton peuvent être satisfaits d'avoir à la tête de ce service des personnes compétentes et passionnées par leurs activités. Car gérer la faune autrement que par l'abattage systématique d'animaux nécessite de trouver des réponses adaptées aux problèmes posés. C'est d'ailleurs bien le dynamisme de ce service qui fait enrager la moribonde fédération de chasse cantonale rescapée et ses quelques relais politiques.

## Des dispositions anticonstitutionnelles

Alors que l'article 178a de la constitution genevoise indique clairement que «*La chasse aux mammifères et oiseaux est interdite sous toutes ses formes sur l'ensemble du territoire du canton de Genève*», on ne compte plus les tentatives des députés pour contourner cet article de la constitution.

On rappellera la motion (M1501-A) déposée au Grand Conseil fin 2002 par 13 députés, qui demandait au Conseil d'Etat «*d'étudier la possibilité de nommer des gardes auxiliaires pour seconder les gardes de l'environnement dans leurs multiples tâches*», à savoir désigner un certain nombre de chasseurs pour abattre le gibier.

En 2004, sur pression (on l'espère) des députés et des milieux agricoles, c'est le Conseiller d'Etat Robert Cramer qui inscrivait en 2004 dans le règlement d'application de la loi sur la faune, le tir d'oiseaux par des agriculteurs. Ainsi, depuis cette date, des particuliers peuvent en toute légalité tirer sur des étourneaux (espèce pourtant protégée), corneilles et pigeons. Il faut préciser que ce canton est le seul en Suisse à autoriser des particuliers à tirer ces oiseaux toute l'année !

Pour justifier ces dispositions, nul ne parle ouvertement d'une réintroduction de la chasse, qui serait assurément rejetée par la majorité de la population. Il s'agit de procéder par étape : en premier lieu, permettre aux chasseurs de gérer le tir du gibier. Ensuite procéder au démantèlement du service de l'état chargé de ce travail en vue «d'économiser les fonds publics». Ceci fait, laisser les chasseurs abattre le gibier selon leurs méthodes, à savoir organiser les tirs en groupe et de jour, malgré les risques encourus pour le public.

L'amendement du député Weiss vise le même objectif, en parlant «*d'externaliser la régulation*» au prétexte «*d'économiser 400'000 francs et d'en récupérer 100'000 en créant des permis*». Démanteler un service de l'état pour économiser 400'000 francs prête d'ailleurs à sourire lorsque la proposition est soutenue par des députés issus des milieux agricoles ou viticoles. On rappellera que ces exploitations perçoivent chaque année de la Confédération plusieurs dizaines de millions de francs rien qu'en paiement direct !

## Chasse sportive

Le problème de la délégation aux chasseurs des tirs du gibier n'est pas seulement d'ordre éthique. Il touche surtout la sécurité publique. Actuellement, la régulation (qui concerne principalement les sangliers) s'effectue exclusivement de nuit. Les gardes se postent à proximité des animaux, choisissent l'animal en fonction de son âge, son sexe, et tirent. Dans la plupart des cas, l'animal meurt sur le coup. A l'inverse de la chasse au sanglier pratiquée dans les autres cantons, il n'y a ni battues, stressantes pour les animaux et qui disséminent les hardes, ni tirs hasardeux blessant les animaux.

Mais voilà, les chasseurs genevois qui vilipendent cette pratique jugée peu «sportive» exigeront rapidement le retour des battues en plein jour, malgré le risque pour la population. A moins, qu'à l'exemple de la fédération de chasse des Grisons en 2005, ils exigent également du gouvernement que les promeneurs soient «*exclus des forêts durant la saison de chasse*».

Le nouveau Président de la fédération de chasse genevoise ne cache d'ailleurs pas son désir de rétablir les tirs sans nécessité de régulation. Il écrivait en 2008 : «*Depuis trop longtemps nous justifions la chasse, en mettant en avant uniquement notre rôle de régulateur de la faune ? Cette*

*stratégie de défense a eu pour absurde corollaire de laisser entendre que seule la chasse des animaux commettant des dégâts était défendable. Faux ! Car, s'il y a la « chasse utile », il y a également la « chasse possible » et celle-ci s'exerce de façon très raisonnable, sur des populations de gibier pouvant sans problème absorber un certain prélèvement, car elle s'inscrit parfaitement dans le concept à la mode et cher aux écolos de « l'utilisation rationnelle des ressources naturelles », exactement comme la pêche ou la cueillette des champignons ».*

## La sécurité des promeneurs genevois vaut-elle moins de 400'000 francs ?

Les principaux gagnants de la votation de 1974 sont bien les habitants de ce canton. La possibilité de pouvoir se promener seul ou en famille en toute sécurité n'importe quel jour de l'année n'est même plus perçue comme une chance, mais comme une situation normale. Et en interrogant les habitants de ce canton, on est surpris de constater qu'ils sont peu nombreux à savoir qu'une interdiction de chasser est en vigueur. Il faut avoir passé ses vacances dans un pays ou un canton voisin durant la période de chasse, pour se rendre compte du calvaire enduré par leurs habitants.

## La constitution genevoise protège la faune

A la manœuvre de la commission des finances, nous pouvons rappeler une réalité simple : il n'est pas du ressort du Grand Conseil de décider des tirs. Ceux-ci sont encadrés par l'alinéa 2 de l'article 178a de la constitution qui précise : «*Le Conseil d'Etat peut, sur préavis d'une commission formée des représentants des associations protectrices des animaux et de la nature, lever l'interdiction pour assurer une sélection et un meilleur état sanitaire de la faune ou pour détruire les espèces nuisibles*».

Cette commission, la «Constituante faune», est actuellement composée de deux Membres, dont un de la LSCV. Nous donnons consigne à notre représentant de refuser tout arrêté de tir tant que la commission des finances n'est pas revenue sur la suppression du budget du DNP. Tout arrêté de tir pris à l'encontre du préavis de la constituante faune sera contesté auprès du Tribunal administratif de ce canton. Il incombera désormais à la commission des finances de prendre ses responsabilités en cas de dégâts occasionnés aux cultures.

**A l'exemple de ce qui précède, nous espérons que les Genevois resteront vigilants. Un projet de nouvelle constitution est en route et les habitants de ce canton seront peut-être amenés à voter ce nouveau texte d'ici deux à trois ans. Si l'interdiction de chasser n'est pas maintenue dans la constitution, les Genevois doivent savoir que l'acceptation de ce texte permettra la réintroduction de la chasse par simple vote majoritaire du Grand Conseil.**

Le comité de rédaction

## Chasse et éthique

**Pour justifier le retour de la chasse, ses partisans citent en exemple les cantons voisins dans lesquels la faune parfaitement gérée par les fédérations de chasse limiterait les tirs d'animaux et les dégâts occasionnés par ceux-ci.**

En 2006 toute proportion gardée sur l'étendue des territoires concernés, la LSCV s'était livrée à un comparatif sur le tir des mammifères dont nous republions ici les principaux points. Ceux-ci ont été établis d'après les statistiques de chasse établies pour l'année 2005 et publiées par les cantons romands.

**A Genève, le tir total de 186 animaux** était décomposé comme suit : 178 sangliers, 3 renards, 3 chats harets et 2 lièvres. Les chasseurs ont beau tenter de manipuler les chiffres pour désinformer les habitants de ce canton, le constat est clair : excepté la population de sangliers qui pose problème, non seulement en Suisse mais également dans toute l'Europe depuis une quinzaine d'années, et quelques problèmes ponctuels dus aux populations de renards ou de lièvres, il n'existe pas dans ce canton une chasse « cachée » et encore moins une chasse « étatisée ».

**A l'inverse, pour se faire une idée de ce que doit endurer la faune (et les habitants) des cantons voisins, il est utile de prendre connaissance des chiffres suivants :**

En 2005, le **canton de Vaud a autorisé le tir de 7'901 animaux**, soit 546 sangliers, 9 bouquetins, 66 cerfs, 434 chamois, 51 chats harets, 337 blaireaux, 2581 chevreuils, 96 fouines, 186 lièvres et 3595 renards.

Durant la même période, les **chasseurs du canton de Neuchâtel ont abattu 1'094 animaux**, soit 189 sangliers, 116 chamois, 538 chevreuils, 42 lièvres et 164 renards. En ce qui concerne la raréfaction de la population de lièvres, la fédération de chasse neuchâteloise écrivait dans son rapport annuel : « C'est un souci permanent, pratiquement dans toute l'Europe. Petite diminution de 3% malgré les efforts faits, mais ce n'est pas grave. (...) Il est très difficile de gérer cette espèce. Nous comptons sur les efforts faits par l'agriculture » (!)

**Les chasseurs du canton de Fribourg ont déclaré le tir de 3'724 animaux**, soit 35 sangliers, 325 chamois, 1191 chevreuils, 15 cerfs, 5 bouquetins, 15 marmottes, 2088 renards, 13 blaireaux, 16 fouines, 8 martres, 13 chats harets. En ce qui concerne la population de sangliers, le service cantonal de la faune écrivait : « La chasse au sanglier a débuté le premier septembre. Si le nombre de sangliers abattus s'avère insuffisant eu égard aux dommages causés aux cultures, cette chasse sera prolongée en plaine jusqu'en janvier, voire en février ».

**Les chasseurs du canton du Valais ont tiré 9'664 animaux**, soit 66 sangliers, 1528 cerfs, 2860 chamois, 1113 marmottes, 1378 chevreuils, 666 lièvres et 2053 renards.

Pour l'année 2005, l'indemnisation des dégâts aux cultures par le gibier se montait à Fr 168'000.- à Genève, Fr 370'000.- sur Vaud, Fr 197'000.- à Neuchâtel, Fr 24'000.- à Fribourg et Fr 135'000.- en Valais.

## Indemnisation des dégâts aux cultures par le gibier

Si le canton de Genève a mis sur pied une politique d'indemnisation généreuse suite à l'interdiction de la chasse, il s'est également doté d'un service d'aide aux agriculteurs et viticulteurs les secondant dans la pose de clôtures électriques et autres protections des vergers. Mais tel n'est pas le cas des autres cantons.

A la différence du canton de Genève, aucun remboursement aux cultures n'est accordé dans les autres cantons pour les dégâts dus aux oiseaux. De nombreux cantons comme Neuchâtel, refusent même d'autoriser les tirs pour éloigner les oiseaux des cultures en dehors de la période de chasse. Quant aux indemnisations versées suite à des dégâts, elles ne concernent principalement que les dommages causés par le sanglier, et les remboursements restent peu élevés.

**De ce fait, les quelques députés genevois pressés de réintroduire la chasse dans ce canton devraient réfléchir aux conséquences de leur volonté sur l'ensemble des exploitations agricoles genevoises.** Si la chasse devait être réintroduite, l'arrêt immédiat des aides cantonales pour la préservation des cultures et les remboursements des dégâts sera exigé en retour. A situation identique, il sera juste qu'une politique d'indemnisation similaire à celles en vigueur dans les cantons voisins soit établie.



## Accidents de chasse en Suisse

Une joggeuse de 41 ans plombée en pleine poitrine en Valais par un chasseur qui voulait tirer un chamois avec un fusil à grenade, un chasseur qui défigure un autre chasseur en tirant sur une cible « non identifiée » dans le Jura, et enfin, encore un chasseur de 62 ans qui fait une chute mortelle. Les médias parlent rarement des accidents de chasse et il aura fallu cette série d'accidents lors de l'ouverture de la chasse en 2005 pour que le problème soit soulevé. Les cantons n'établissant aucune statistique sur ce type d'accident, tout au plus apprend-on de la SUVA que 250 à 300 accidents de chasse sont recensés chaque année en Suisse.

.....

Chasseur genevois en Biélorussie

## « J'ai tiré sur un sanglier mais c'était un bison ! »

La presse relatait les péripéties en novembre 2006 de deux chasseurs genevois à l'occasion d'une partie de chasse dans un parc national de Biélorussie. Les fins tireurs annonçaient pourtant s'offrir, depuis une trentaine d'années, de « grandes » chasses en Pologne, Canada et Irlande. Connaissant maintenant les fines gâchettes, on imagine le pire. Les autorités biélorusses, par contre, n'avaient pas apprécié la plaisanterie, le bison étant une espèce en voie d'extinction. Passeports et fusils retirés, une forte caution leur évitait la garde à vue.

Les deux Genevois faisaient partie d'un voyage organisé par une agence allemande. Celle-ci assure une trentaine de destinations pour chasseurs qui veulent tirer du gros gibier : lions, léopards, buffles, ours et éléphants. Incorporés dans un groupe de quatorze chasseurs, cette équipe de courageux aventuriers avait pourtant reçu des documents rappelant que la chasse du bison était strictement interdite dans le parc.

La raison pour laquelle on a retrouvé à côté des Genevois deux bisons (une mère de 7 ans et son petit d'un an et demi) abattus de quatre coups de fusils reste mystérieuse. Néanmoins, le directeur du parc avançait une explication plausible : « Ces Suisses n'avaient jamais vu de bisons auparavant. Dans l'excitation de la chasse, ils les auraient confondus avec des sangliers. Un Suisse avait déjà tué un bison en Pologne il y a six ans. La Suisse n'est sans doute pas le meilleur pays pour apprendre la zoologie ».

.....

Novembre 2009

## Braconnage dans le Jura: condamnations avec sursis

Le 6 novembre 2009, quatre chasseurs, dont un ancien garde-chasse auxiliaire, ont été condamnés dans la plus grande affaire de braconnage qu'a connue le Jura. Le tribunal a prononcé contre eux des peines avec sursis pour avoir abattu illégalement plus de 130 animaux.

Le principal accusé, l'ancien garde-chasse auxiliaire de 36 ans qui se décrit comme un ami de la nature, a été condamné vendredi par le Tribunal correctionnel à 18 mois de prison avec sursis pendant cinq ans pour infractions à la loi fédérale sur la chasse. Il devra aussi s'acquitter d'une amende de 5000 francs. L'accusé a braconné par cupidité, a estimé le président du tribunal Damien Rérat. De 2002 à 2006, cet homme a abattu seul ou en groupe 87 chevreuils, 26 lièvres, 9 sangliers, 8 chamois, 1 chouette et 1 chat sauvage. Un recensement précis qui a pu être établi grâce au décompte que tenait l'accusé des bêtes qu'il tuait.

## Edito

Chers Membres  
Chères lectrices et lecteurs,

En cette fin d'année 2009, nous voudrions vous adresser nos plus vifs remerciements pour le soutien accordé, malgré la conjoncture économique difficile. Après quelques années où -pour les animaux- peu de progrès auront été visibles dans le domaine de l'expérimentation animale, l'année écoulée aura été marquée par plusieurs faits réjouissants.

En premier lieu, on rappellera la création en Suisse de la première chaire universitaire d'enseignement des méthodes alternatives (à l'expérimentation animale), inaugurée le 05 mars 2009 à l'Université de Genève. On se réjouit qu'une chaire de ce type ait pu voir le jour dans une institution dans laquelle de nombreux scientifiques sont encore réfractaires à toute évolution dans ce domaine. Le doyen de la faculté de médecine ayant déclaré que cette chaire n'était «*pas seulement destinée à développer de nouvelles approches technologiques, mais aussi à changer les mentalités*», espérons qu'il soit entendu. Le financement de cette chaire est assuré pour ces cinq prochaines années par des fonds privés provenant d'organismes de protection des animaux, dont la LSCV, et la fondation E.Naef.

En avril 2009, c'était la société Epithelix qui recevait le prix RED HERRING 2009, qui consacrait les 100 entreprises les plus prometteuses d'Europe. Soutenue financièrement, lors de sa création en 2006, par la fondation E.Naef et la LSCV, cette société spécialisée dans le développement de modèles cellulaires et tissulaires humains démontre qu'il est possible de s'engager économiquement dans cette voie. Epithelix distribue ses modèles alternatifs aux groupes de recherche et aux industries qui étudient des maladies respiratoires humaines, remplaçant ainsi de nombreuses expériences jusqu'alors faites sur des animaux.

En août et octobre 2009, ce sont les Offices vétérinaires de Soleure et de Zurich qui se sont vu remettre à l'ordre par décision de justice, suite à l'octroi d'autorisations d'expériences sur des oiseaux et des singes. Alors que jusqu'à présent les autorités cantonales pouvaient difficilement être attaquées dans le domaine de l'expérimentation animale, ces deux décisions rendues après plusieurs années de procédures sont particulièrement satisfaisantes, notamment pour la LSCV qui était plaignante dans l'un des cas. Ces deux dossiers font l'objet d'articles en pages 12 et 13 de ce journal.

Pour 2010, la LSCV compte poursuivre son action dans le domaine des méthodes alternatives. Il est temps que le public prenne conscience qu'une autre manière d'envisager la recherche médicale est possible. La recherche sur les animaux n'est satisfaisante, ni d'un point de vue éthique ni d'un point de vue scientifique. Mais pour espérer provoquer un changement dans les méthodes de travail et susciter des vocations dans le domaine des alternatives, il faut que des moyens financiers suffisants leurs soient consacrés. Il n'est pas nécessaire d'attribuer des financements supplémentaires à la recherche pour permettre leurs développements. Il suffit d'effectuer un transfert de fonds : Que l'argent public dévolu à l'expérimentation animale aille au développement de méthodes alternatives ! Les progrès seront spectaculaires. Pour le plus grand bien non seulement des animaux épargnés, mais également pour notre santé à tous.

Nous vous souhaitons à toutes et à tous d'agréables fêtes de fin d'année.

Le Comité

### IMPRESSION Ligue Suisse Contre la Vivisection

Fondée en 1883, la LSCV est une association conforme à l'art.60 du code civil. Ses buts sont les suivants : Combattre par tous les moyens légaux jusqu'à son abolition totale, la pratique d'expériences médicales, scientifiques, militaires, industrielles ou commerciales sur les animaux vivants (vivisection). Faire reconnaître et encourager financièrement la création et le développement de toute méthode scientifique substitutive et alternative à l'expérimentation animale. Le financement de la LSCV provient uniquement de dons et legs. La LSCV ne reçoit aucune subvention des pouvoirs publics, ce qui lui garantit une totale indépendance. Reconnue d'utilité publique, la LSCV est exonérée d'impôts et les dons d'un montant supérieur à CHF 100.-- qui lui sont adressés sont fiscalement déductibles. Conformément à l'article 19 de ses statuts, la LSCV ne poursuit aucun but lucratif et ses avoirs ne peuvent être employés que pour la réalisation des buts poursuivis.

**Publication :** Journal édité quatre fois par année. Sauf mention contraire, les articles sont rédigés par la LSCV. **PAO et maquette :** LSCV **Impression :** Edipress, sur papier recyclé Snow-Print 60 gm2 **Comité de rédaction :** L Fournier, Michèle Loisel, Max Moret **Adresse :** Chemin des Arcs-en-Ciel 3, Case postale 148, CH - 1226 Thônex / GE **T** 022 349 73 37 **F** 022 349 19 54 - [admin@lscv.ch](mailto:admin@lscv.ch) - [www.lscv.ch](http://www.lscv.ch)

- Cotisation annuelle des Membres : Minimum CHF 15.-- **CCP 12-2745-6**

**Le bureau est ouvert du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00** : **Permanence en français :** du lundi au vendredi. **Permanence en allemand :** lundi, mardi matin, mercredi, jeudi matin. **Permanence en italien :** mardi après-midi, jeudi après-midi, vendredi.

Tanti calorosi auguri per il 2010 ai nostri Soci e simpatizzanti !

Alles Gute zum 2010

Meilleurs Vœux 2010  
à tous nos Membres et  
Sympathisants !

La suprastanza engrazia  
a ses numerus comembres  
e simpatisants

### Qu'est-ce qu'une méthode substitutive ?

Il s'agit d'une méthode expérimentale qui ne recourt pas à l'animal vivant. Les méthodes substitutives –appelées aussi alternatives– utilisent, entre autres, des cultures cellulaires ou tissulaires humaines et des modèles bio-informatiques.



Les spectaculaires progrès enregistrés dans leurs développements, permettent maintenant aux scientifiques d'étudier certaines pathologies humaines sur du matériel humain, en remplacement des animaux.

► Pour le remplacement des expérimentations animales par de nouvelles méthodes substitutives

# Grand concours d'affiche

**La Ligue Suisse contre la vivisection lance un concours ouvert à toutes et à tous.**

**Le but du concours est de réaliser le visuel d'une campagne d'affichage sur la voie publique, qui se déroulera en Suisse romande et en Suisse alémanique du 19 mai au 02 juin 2010. 1200 affiches au format F4 (89,5x128 cm) et F12 (268,5x128 cm) seront affichées dans les cantons de Zurich, Bâle, Berne, Vaud, Genève, Fribourg, St Gall, Valais, Neuchâtel et Argovie.**

## Une campagne d'affichage dans quel but ?

Si l'expérimentation animale reste un sujet controversé, l'idée que sans la pratique de celle-ci la recherche médicale « s'arrête » reste bien ancrée au sein de la population. Notre campagne d'affichage vise donc principalement à informer la population sur les méthodes de recherche pouvant remplacer les animaux dans la recherche médicale (méthodes dites substitutives ou alternatives). Car aujourd'hui, prétendre que l'utilisation d'animaux est essentielle pour étudier les maladies n'a plus de sens. Depuis une dizaine d'années, des progrès spectaculaires ont été réalisés dans le domaine des méthodes substitutives. Que ce soit au niveau cellulaire, dans le domaine de l'imagerie, du développement de modèles bioinformatiques, de nombreuses études se passent aujourd'hui totalement d'animaux.

Néanmoins, le chemin pour mettre au point des méthodes substitutives suffisamment performantes pour étudier certaines pathologies s'annonce difficile. Il y a évidemment un challenge scientifique à relever. Mais le premier problème à résoudre concerne l'absence de soutien financier accordé aux méthodes substitutives.

On rappellera que pour se conformer à l'obligation légale (art.22 LPA) de soutenir les méthodes substitutives, la confédération a créé il y a une vingtaine d'année la fondation 3R. Dans notre journal n° 25 (septembre 2009), nous avons dévoilé que cette fondation fonctionnait en réalité avec un budget annuel misérable de Fr 800'000.-, que son Conseil de fondation était noyauté par des représentants des industries pharmaceutiques et d'actifs défenseurs de l'expérimentation animale au sein du Parlement fédéral.

A titre comparatif, le Fonds national suisse pour la recherche scientifique (FNS) a attribué en 2008 –sur un budget total de 662 millions- plus de 280 millions de francs pour soutenir les projets de recherche de la division 3 « biologie et médecine », dont la moitié implique directement des expérimentations animales.

## Pas de changement sans volonté politique

Interrogé par le quotidien *Le Temps*, en marge de notre manifestation ZUGITIVE à Fribourg (p.8), sur l'absence de soutien aux méthodes substitutives, M. O. Schipper du service de presse et information du FNS déclarait : *«le but du FNS est de promouvoir la recherche suivant des critères d'excellence scientifique (...), qu'il s'agisse, sans à priori, d'expérimentation animale ou de méthodes alternatives. Pour diriger une plus grande partie du budget vers le développement de ces dernières, il faudrait lancer un programme de recherche orientée. Cela dépend de la volonté politique».*

Au moins, les choses sont claires : aucun changement de pratique n'est à attendre du FNS sans qu'il en soit contraint par son principal financeur : la Confédération et les contribuables.

Pour cette raison, cette campagne d'affichage vise également à ouvrir le débat sur les modes de fonctionnement de nos institutions, fonctionnement qui permet actuellement à ceux qui vivent de l'expérimentation animale de décider quels projets ou groupes de recherche seront soutenus financièrement dans nos universités.

## Remise des prix

Le délai de réception pour les projets d'affiches a été fixé au 15 mars 2010. La remise des prix aura lieu le 09 avril 2010 à Genève pour les affiches francophones, le 16 avril 2010 à Zurich pour les affiches alémaniques.

Plus d'informations sur la remise des prix seront publiées dans notre prochain journal en mars prochain. Le règlement complet du concours peut être téléchargé sur notre site Internet à la page

[www.lscv.ch/pages/news/concours\\_fr.html](http://www.lscv.ch/pages/news/concours_fr.html)

## Galerie ANIMIST Espace

**C'est dans cette nouvelle galerie située à Genève, rue de Frontenex 4, qu'aura lieu la remise des prix des affiches francophones le 09 avril 2010 à 19h00. Une sélection des meilleurs projets reçus y seront également exposés jusqu'au 23 avril.**

A l'origine de la création de cet espace dédié à la culture amérindienne, on retrouve Anne Perzof, active militante de la cause animale. L'objectif de la galerie vise à revisiter la relation que nous avons avec la nature et à considérer comment et pourquoi l'homme dit civilisé en est arrivé à l'envisager comme une entité inerte. Les œuvres animistes présentées, qu'elles soient picturales, littéraires ou musicales remettent toutes en question cette vision réductrice de la vie. Car la voix des peuples animaux (ou peuples premiers) est essentielle : au travers d'une vision artistique résolument moderne, on redécouvre que la terre possède une force créatrice, qu'elle est capable de s'autodéterminer, en somme qu'elle est un être vivant. Cette conceptualité primale est effectivement le savoir des origines et continue discrètement de marquer notre existence, prenant aujourd'hui les formes d'un langage, d'une idéologie, d'un art, l'art animiste, dont le dessein intime est de rendre justice à la nature et aux animaux qui la créent en chaque instant.

## Invitation au vernissage de la galerie le 04 décembre 2009

L'ouverture officielle de la galerie coïncidera avec le vernissage de l'exposition de peinture et photos « «RESERVATION ANIMOOSH» de l'artiste Rez Dog Atjecoutay, le vendredi 04 décembre 2009 de 17h00 à 21h00.



Galerie ANIMISTespace, rue Louis-Aubert 4 - 1206 Genève - Ouverture: Je-Lu: 13h30 - 19h30 - T +41 (0)22 346 16 07 - [info@animistespace.ch](mailto:info@animistespace.ch) - [www.animistespace.ch](http://www.animistespace.ch)

► Campagne pour l'arrêt de la vente du foie gras par le groupe MIGROS

# Migros sans foie gras

**Les fêtes de fin d'année ne riment pas avec fête pour la volaille. Rôtie, farcie, c'est surtout dans nos assiettes qu'elle est déclinée sous toutes ses formes.**

La viande fait partie de notre quotidien alimentaire et il est souvent contraignant d'adopter un régime strictement végétarien ou végétalien. Dans beaucoup de restaurants, le « menu végétarien » ne se compose encore que d'un plat de pâtes sauce tomate. Lors d'invitations à un repas, la présence d'un convive auquel il faut préparer un repas spécial est aussi problématique. Comme si tout un repas ne pouvait pas -pour une fois- être végétarien.

Par contre, il y a des aliments que même les carnivores convaincus devraient refuser dans leurs assiettes. Certains animaux sont élevés et abattus dans des conditions tellement ignobles que le plaisir gustatif que l'on en retire devrait être irrémédiablement gâché. Et pourtant non. Même d'actifs protecteurs des animaux continuent de se délecter de cuisses de grenouilles (démembérées pour la plupart vivantes et laissées agonisantes jusqu'à ce que mort s'en suive), de cailles (élevées en batterie, entassées dans des cages misérables) ou de foie gras.

Malgré les conditions d'élevage dénoncées depuis des années, cette « délicatesse », loin de voir sa production diminuer continue au contraire à ravir de nombreux consommateurs.

Quelles que soient les qualités qu'on lui trouve, la consommation de foie issu d'animaux gavés devrait donner la nausée à chaque individu doté d'un peu de compassion pour la souffrance d'autrui. Si les producteurs tentent de minimiser les contraintes infligées à ces animaux, en montrant des élevages soit-disant respectueux et sans contrainte pour la volaille, de nombreux films tournés en caméras cachées montrent qu'il n'en est rien une fois les portes de ces élevages refermées. Animaux intubés violemment, gavés rapidement à l'excès, souffrant d'inflammations en raison de la répétition des gavages et d'autres maladies... La production de foie gras ne provoque que misère et souffrance animale.

Néanmoins, les consciences commencent à s'éveiller. Des commerces toujours plus nombreux, notamment COOP et DENNER, refusent la vente de foie gras issu d'animaux gavés. Quant à Migros, si elle a renoncé à vendre ce produit dans ses succursales alémaniques, elle continue à le distribuer en Suisse romande et sur le site de vente en ligne LeShop. Plus décevant encore, elle en fait même la promotion et enseigne la meilleure façon de le cuisiner dans ses écoles clubs !



## Méthodes de production du foie gras

Le foie gras est l'organe d'une oie ou d'un canard, rendu malade par la suralimentation, gavé de force plusieurs fois par jour au moyen d'un tube de métal de 20 à 30 centimètres enfonce dans la gorge jusqu'à l'estomac. Durant deux à trois semaines, l'animal ingère en quelques secondes une quantité de maïs telle que son foie finit par atteindre presque dix fois sa taille normale. Beaucoup d'animaux en meurent avant la date prévue d'abattage. La quantité de maïs d'un seul gavage équivaudrait, pour un humain, à une ingestion subite de 10 kg de nourriture.



## Action « carte postale contre le foie gras »

**Nous remercions par avance tous nos lecteurs de manifester leur mécontentement, en signant et en envoyant à la Migros la carte jointe à ce journal. Il s'agit d'une action de l'association « Migros sans foie gras » dont la LSCV et plusieurs organismes de protection des animaux ont apporté leur soutien.**

D'autres actions seront menées, tels que tenue de stands d'informations, tractage et manifestations devant les Migros romandes. Par ces actions, nous espérons que la Migros prendra conscience que promouvoir un aliment dont la production provoque autant de souffrances n'est pas à son honneur.

Toutes les personnes intéressées à soutenir cette action peuvent consulter l'agenda des manifestations sur le site [www.migras.ch](http://www.migras.ch) ou prendre contact avec l'association à l'adresse mail suivante : [contact@migras.ch](mailto:contact@migras.ch)



## Ville végétarienne

**Pour des raisons écologiques ou éthiques, des villes et entreprises commencent à promouvoir le végétarisme comme mode alimentaire.**

C'est ainsi que depuis mai 2009, la ville de Gand en Belgique a mis sur pied les « jeudis végétariens ». Un jour par semaine, viandes, poissons et œufs sont exclus des repas servis dans les cantines publiques (administrations, écoles etc.). A ce jour, près d'une centaine de restaurants privés ont également fait le choix de participer à cette action.

**Depuis juillet dernier, on ne mange plus de viande un jour par semaine dans les cantines du fabricant d'équipement sportif PUMA.** Les 10'000 collaborateurs de la firme sont invités à réduire leur consommation de viande pour contribuer à la préservation de l'environnement. Selon un rapport de la FAO (organisme de l'ONU pour

15e exposition internationale d'animaux de compagnie

# animalia 2009

Avec 24'000 entrées les 17 et 18 octobre, Animalia reste la plus importante exposition animalière en Suisse. Si beaucoup de visiteurs sont venus découvrir notre stand, nous avons particulièrement apprécié la visite de nombreux membres de la Ligue. Pour la première fois, un espace était consacré aux cosmétiques non testés sur les animaux. Nous avions fait le choix de présenter uniquement des produits exempts de substance chimique, ou certifiés BIO (Ecocert, BDIH et Natrue). Les marques Suisses FARFALLA, LI COSMETIC et allemande PRIMAVERA LIFE étaient proposées sous formes d'échantillons et à la vente. Néanmoins, la Ligue n'ayant pas de vocation commerciale, c'était en premier lieu l'objectif de faire connaître ces produits au public qui était visé.



Un immense merci à Sara Devantéry et Melinda Rost de nous avoir offert, à titre de soutien pour nos actions, une cinquantaine de «chats» en chocolat. Mis en vente sur notre stand, ils ont eu beaucoup de succès auprès des visiteurs.

D'autres pièces en chocolat, produites de façon artisanale dans la chocolaterie Melinda, sont à découvrir sur place, rue de la Gare 12, 1607 Palézieux-Gare. [www.melinda-chocolat.ch](http://www.melinda-chocolat.ch)



## CRACI

Etais également présent à Animalia le Club romand des amis des cochons d'Inde (CRACI). Fondé en 2003, le CRACI regroupe des bénévoles qui recueillent, soignent et replacent des cochons d'Inde, principalement dans le canton de Vaud et à Neuchâtel, en collaboration avec l'association Borta. Les animaux sont hébergés chez les bénévoles de l'association, les mâles sont castrés afin d'éviter la reproduction. Pour soutenir le CRACI ou obtenir plus d'information sur les animaux en adoption : **CRACI, Tatrel 21, 1617 Tatroz - [www.craci.org](http://www.craci.org) - CCP 17-303795-9**



N'achetez pas d'animaux dans les commerces ou chez les éleveurs : les refuges débordent d'animaux de toutes sortes. Celui dont vous rêvez s'y trouve certainement...

## Tierschutz.ch

Voisine de notre stand, l'organisme à but non lucratif Edition Protection des Animaux Zurich (Tierschutz.ch) informait le public sur ses bases de données en ligne. Lorsqu'un animal est perdu, trouvé, ou si l'on souhaite en adopter un, il est possible d'utiliser l'une des trois bases de données disponibles. Leur utilisation est gratuite et leur contenu très complet en raison de contrats de collaboration conclus avec 14 cantons et plusieurs services vétérinaires cantonaux.

Tierschutz.ch est une filiale de la SPA de Zurich. Elle finance la totalité de ses activités grâce aux dons reçus.

Informations : Anne Bachmann, responsable pour la Suisse romande  
T 021 311 01 13 / 078 629 82 70 - [anne.bachmann@tierschutz.ch](mailto:anne.bachmann@tierschutz.ch)  
[www.animal-perdu.ch](http://www.animal-perdu.ch) - [www.animal-trouvé.ch](http://www.animal-trouvé.ch) - [www.animal-sans-foyer.ch](http://www.animal-sans-foyer.ch)



Située entre Bruxelles et Bruges, la ville de Gand compte 240'000 habitants

l'alimentation), l'élevage du bétail et la consommation de viande sont responsables de 18% des émissions de gaz à effet de serre.

## Abonnez-vous à Végi-Info

Pour découvrir de nouvelles recettes végétariennes ou vous informer sur ce sujet, vous pouvez vous abonner à la revue trimestrielle de l'Association Suisse pour le Végétarisme (ASV). Diffusée en allemand et français, l'abonnement annuel ne coûte que Fr.25.-

**Contact :** Végi-Info, Bahnhofstrasse 52, CH – 9315 Neukirch  
[asv@vegetarismus.ch](mailto:asv@vegetarismus.ch) - [www.vegetarismus.ch](http://www.vegetarismus.ch)



# ZUGETIVE 2009



Foto HerbiDit

**Compte-rendu de la deuxième édition de notre journée d'action et d'information « Ensemble contre l'expérimentation animale » (ZUGETIVE) qui s'est déroulée le samedi 19 septembre 2009 sur la Place Georges-Python à Fribourg.**

**Comme l'an passé à Berne pour la première édition de ZUGETIVE, une grande tente réunissait les stands d'informations de l'ATRA, AGSTG et LSCV, les trois associations organisatrices.**

Une conférence a été donnée par Andreas Item et Massimo Tetamanti sur les méthodes substitutives. Plusieurs d'entre elles étaient exposées sous la tente, notamment deux modèles d'entraînement à la microchirurgie, permettant de remplacer les porcs et les rats habituellement utilisés pour ces exercices. Le public a pu s'exercer sur divers logiciels. Ceux-ci remplacent les rongeurs et autres batraciens couramment utilisés pour ces

perpétuelles et inutiles dissections pratiquées depuis des décennies dans nos collèges et facultés universitaires.

Une tente extérieure diffusait également des films sur l'expérimentation animale. En fin de journée, un cortège au départ de la Place Georges-Python a traversé les rues de Fribourg en direction de l'Université de Pérolles, qui détient et utilise des singes pour l'expérimentation animale.



## Police, police...

Beaucoup de policiers étaient présents pour encadrer la manifestation. Les voitures de police et véhicules anti-émeutes n'étaient pas non plus très discrets. On regrette également que la police ait décidé de filtrer l'arrivée des participants à la manifestation à la gare de Fribourg, se livrant à de multiples contrôles et arrêtant arbitrairement 13 personnes.

Manifester est pourtant un droit démocratique et on devrait se réjouir que les opposants à l'expérimentation animale manifestent à visage découvert et sur la voie publique, plutôt qu'ils agissent dans l'ombre et de façon anonyme.



## Quant l'Université de Fribourg joue à se faire peur

**Si le déploiement policier trouve en partie son origine dans les actions qui ont ciblé Novartis durant l'été, l'attitude de l'Université de Fribourg n'est sans doute pas étrangère à cette situation.**

Une fois l'organisation de ZUGETIVE connue, l'Université de Fribourg s'est décidée à organiser une contre-manifestation le même jour, appelant «*la mobilisation de toute la communauté scientifique*». De nombreuses conférences étaient prévues, jusqu'à la tenue de stands sur la voie publique pour informer la population sur les bienfaits de l'expérimentation animale.

Le jour venu, les stands sur la voie publique? Annulés. Les conférences? Réduites aux trois ou quatre éternels orateurs toujours prêts à défendre leur gagne pain, elles se sont déroulées devant une soixantaine de jeunes chercheurs ou étudiants. Sur les 1000 étudiants que compte la seule faculté de médecine, c'est peu. Et parmi ces 60 auditeurs, combien sont venus de peur de se voir reprocher leur absence par leurs professeurs? Quant à la «mobilisation de la communauté scientifique», celle-ci semble avoir été réduite aux orateurs cités ci-dessus, plus le recteur de l'université qui officiait comme physionomiste à l'entrée de l'auditorium, entouré de quelques agents de sécurité.

Le manque de participation des scientifiques était d'ailleurs assez étonnant. Car si le recteur de l'université déclarait que

«*chaque individu a le droit de se former sa propre opinion sur ce thème*» (l'expérimentation animale), un document envoyé en toute discréction aux scientifiques tenait un discours autrement plus agressif. Il était déclaré que les organisateurs de ZUGETIVE employaient «*des méthodes de terrorisme contre la recherche médicale*» et qu'il fallait «*contre attaquer les activistes*». Enfin, les scientifiques étaient «*cordialement invités*» à «*contribuer à la défense de l'expérimentation animale* (sic !)» et à «*motiver*» leurs «*proches collaborateurs dans ce sens*».

Que l'Université ait cherché la confrontation était déjà bien dommage. Mais qu'elle finisse par annuler ses actions au motif que des chercheurs craignaient de se faire agresser derrière leur stand est assez consternant. Plus encore après qu'elle ait encouragé ses étudiants à ne pas se rendre à l'université le jour de la manifestation «*pour leur sécurité*».

L'expérimentation animale est éthiquement inacceptable. Il est normal que le public qui y est opposé puisse exprimer son point de vue. En tentant de faire passer celui-ci pour des «*terroristes*», l'Université offre une vision assez peu flatteuse de son institution.



Cette année, le stand d'alimentation exclusivement vegan était tenu par la LSCV. Emincé de seitan, saucisse, frites et hot dog étaient proposé au public durant toute la journée.

## Remise de la pétition

### «Non aux expériences sur les singes à l'Université de Fribourg»

**Lancée en juin 2009 à l'annonce de ZUGETIVE 2009, notre pétition aura recueilli 19'116 signatures manuscrites en trois mois. Elle a été déposée au Secrétariat du Grand Conseil Fribourgeois le mercredi 16 septembre 2009 à 14h00.**

Notre pétition demande non seulement l'abandon par l'Université des expériences effectuées sur des singes, mais également de toutes les expériences sur les animaux au profit de l'encouragement à de nouvelles méthodes de recherche plus éthiques et plus scientifiques.



Une délégation de l'AGSTG, ATRA et LSCV a remis les 19'116 signatures à Mme Mireille Hayoz, secrétaire générale du Grand Conseil.

Dans notre courrier adressé aux députés du Grand Conseil fribourgeois (publié en page 8) nous rappelons que l'Université de Fribourg n'a rien à gagner en maintenant l'activité de quelques groupes de recherche se livrant à des expériences sur les animaux. L'Université devrait se rappeler sa tradition humaniste et viser l'excellence, en s'engageant clairement dans le domaine des méthodes substitutives.



**AG STG** : Brisiweg 34, 8400 Winterthur - office@agstg.ch  
**ATRA** : via Capelli 28, 6900 Lugano - infoatra@bluemail.ch  
**LSCV** : CP 148, 1226 Thônex - admin@lscv.ch

Thônex, le 16 septembre 2009

Secrétariat du Grand Conseil  
Rue de la Poste 1  
1700 Fribourg

#### Concerne : Dépôt de la pétition « Non aux expériences sur les singes à l'Université de Fribourg »

Monsieur le Président,  
Mesdames et Messieurs les députés,

Nous transmettons ce jour au secrétariat du Grand Conseil les listes de signatures soutenant notre pétition «Non aux expériences sur les singes à l'Université de Fribourg». Lancée en juin 2009, cette pétition aura recueilli 19'116 signatures manuscrites en trois mois.

L'intérêt public suscité par notre pétition, reflète la prise de conscience toujours plus vive qu'aucun moyen n'est réellement mis en œuvre par les milieux scientifiques pour réduire l'utilisation d'animaux dans la recherche médicale. Alors que de nouvelles méthodes substitutives (1) pourraient être développées et fournir des données plus fiables pour l'homme que celles issues de singes, rats, souris ou cochons, la poursuite de la pratique actuelle, qui ne favorise que l'expérimentation animale, rend les souffrances infligées aux animaux encore plus insupportables.

L'Université de Fribourg est une institution publique, dont le fonctionnement dépend principalement du soutien financier de la confédération et du canton de Fribourg. Bien que l'indépendance de l'Université doive être respectée, si l'utilisation d'animaux pour la recherche n'est plus justifiée, s'il apparaît qu'en soutenant d'autres méthodes la qualité des études effectuées peut être améliorée, alors il est du ressort du Grand Conseil et du magistrat en charge de ce domaine de donner une nouvelle ligne directrice au rectorat de son Université.

#### **Justification pour mettre fin à l'expérimentation animale en encourageant le développement de nouvelles méthodes substitutives**

En préambule, il faut rappeler que le canton de Fribourg est un acteur non négligeable dans la pratique de l'expérimentation animale en Suisse, notamment dans le domaine de la recherche fondamentale. L'Université de Fribourg est également la seule en Suisse, avec celle de Zurich, à utiliser des singes pour des expérimentations animales.

Selon les dernières statistiques publiées par l'Office vétérinaire fédéral (OVF), 7'364 animaux sont morts dans les laboratoires Fribourgeois en 2008, et 53 nouvelles autorisations de pratiquer des expérimentations animales ont été délivrées par l'autorité cantonale.

Au niveau national, sur les 731'883 animaux utilisés en Suisse en 2008, 15'578 l'ont été pour des expériences en grade 3, soit 15,4% du total. La gradation 3 comprend les études durant lesquelles la mort de l'animal ou de grandes souffrances sont attendues en cours d'expériences. Il s'agit de tests de toxicité, d'inoculation de maladies virulentes, de fractures de membres etc.

Il faut également rappeler que le nombre d'animaux utilisés chaque année en Suisse augmente systématiquement depuis presque dix ans. Bien que les milieux scientifiques assurent que l'utilisation de modèles substitutifs remplace les animaux «chaque fois que cela est possible», les statistiques démontrent qu'ils utilisent autant d'animaux aujourd'hui qu'en 1995 (annexe 1).

Outre les souffrances liées aux expériences, il convient également de prendre en compte celles provoquées par la détention en animaleries, particulièrement difficile pour les animaux contenus dans des espaces trop restreints. Même si ceux-ci respectent parfaitement les minima requis par la législation ! C'est notamment le cas lors de la détention des singes, lesquels vivent dans un environnement pauvre en stimuli, ne prenant pas en compte les besoins qu'exprimeraient naturellement ces animaux à l'état sauvage.

L'Université de Fribourg achète des singes pour effectuer des expériences, puis les tue. Mais elle dispose également d'une unité de reproduction dont les nouveaux-nés sont élevés jusqu'à l'âge de trois ans avant d'être expérimentés à leur tour. Même si les conditions de détention se sont améliorées ces dernières années, si l'espace à disposition des macaques a été étendu, cette détention extrêmement longue pour les animaux ne convient qu'à l'Université et aux scientifiques qui en sont à l'origine.

#### **L'expérimentation animale : un «mal» vraiment nécessaire ?**

L'expérimentation animale est justifiée par ceux qui la pratiquent pour des raisons scientifiques. Selon leurs déclarations, il n'y aurait actuellement pas la possibilité d'étudier des maladies sans avoir recours à un organisme aussi complexe qu'un être vivant.

Il est tout à fait exact qu'à ce jour, aucun modèle substitutif ne permet de reproduire la richesse et la complexité d'un organisme vivant. Le corps humain est une merveille de technologie organique. Une merveille d'ailleurs tellement spécifique qu'on se demande bien en quoi une souris ou un rat lui ressemble.

Il est alors légitime de se demander pourquoi les milieux scientifiques soutiennent l'utilisation d'animaux, puisqu'il est convenu que les différences biologiques entre les espèces peuvent fausser les résultats ou les rendre difficilement extrapolables à l'homme. Pour quelles raisons les entreprises pharmaceutiques et les universités n'engagent-elles pas leurs ressources dans le développement de nouvelles méthodes substitutives qui permettraient, à terme, de supprimer l'utilisation d'animaux ?

Une réponse est que le système actuel fonctionne et génère suffisamment d'argent pour qu'il perdure. Ce d'autant que la pratique de l'expérimentation animale ne répond pas aux mêmes motivations, selon qu'elle soit issue de la recherche privée ou publique.

**La recherche privée** regroupe principalement les industries pharmaceutiques et les sociétés de biotechnologies. Celles-ci visent le développement de nouvelles molécules thérapeutiques en vue de lancer de nouveaux médicaments sur le marché.

Si on prend connaissance des comptes annuels d'entreprises pharmaceutiques comme Novartis ou Roche, qui ont réalisé en 2008 un bénéfice net de 9,3 milliards de francs pour la première, 10,8 milliards pour la seconde, on se rend compte qu'un franc investi dans la recher-

che (entre 15 et 20% du CA) en rapporte presque deux (2). Les actionnaires voient leurs dividendes augmenter (3), les cadres de ces sociétés s'attribuent également des rémunérations «attrayantes»: 20,5 millions de salaire pour le directeur de Novartis, 55 millions pour les membres du Comité exécutif. Quant à Roche, il a attribué 15,2 millions au président de son conseil d'administration (19,5 millions aux autres membres) et 36,5 millions aux membres de sa direction. On comprend alors qu'aucun groupe pharmaceutique n'a réellement intérêt à modifier ses pratiques. Malgré le fait que peu de nouvelles molécules actives soient commercialisées, que les démarches liées à l'homologation des nouveaux médicaments soient longues et coûteuses et qu'un grand nombre de ceux-ci ne passeront pas les tests en phase 3 en raison d'effets indésirables (4), la recherche sur les animaux engrange malgré tout d'énormes bénéfices. Il est ainsi peu probable qu'un changement de pratique intervienne du côté de la recherche privée, sauf si une loi l'y contraint.

**La recherche publique** se pratique principalement au sein des universités et EPF. Bien qu'une partie des groupes de recherche visent une application clinique de leur travail, les laboratoires universitaires se consacrent principalement à des projets de recherche fondamentale, à savoir des études qui n'ont pas pour objectif de permettre la mise au point de nouveau médicament. Des milliers d'études sont ainsi réalisées chaque année. La consultation de bases de données on-line comme Medline, permet de se rendre compte de l'étendue des recherches. En tapant le nom de n'importe quelle protéine x ou gène Z, on se rend compte que des dizaines de groupes de recherche différents les ont déjà étudiés sous toutes leurs formes. Certaines études sont répétitives, d'autres contradictoires. Dès lors, il y a lieu de se demander pour quelles raisons des études tous azimuts sont ainsi lancées et avec quels objectifs ?

Une des raisons est que la carrière académique d'un scientifique est basée sur ses publications scientifiques. Plus il publie, plus son travail est reconnu et facilite l'obtention de fonds pour la poursuite de ses recherches. Il gagne également la considération de ses pairs, décroche un poste de professeur dans une université. Celle-ci voit également sa renommée s'étendre, ce d'autant qu'un scientifique bardé de publications attire plus facilement des fonds tiers au sein de l'institution.

De ce fait, aucun scientifique ne veut prendre le risque de se lancer dans le développement de nouvelles méthodes substitutives, parce qu'en ne publiant plus ou moins, il met en péril la suite de sa carrière. Ainsi, il est illusoire de penser que les milieux universitaires s'engageront d'eux-mêmes dans cette voie. La concurrence que se livrent les scientifiques est beaucoup trop vive pour imaginer que quelques-uns optent pour un domaine d'étude aussi peu soutenu par les milieux académiques.

### Quel avenir pour le développement de nouvelles méthodes substitutives ?

On pourrait penser qu'aux vues du système en place, l'utilisation d'animaux reste la voie obligée pour tous les chercheurs voulant faire une carrière honorable dans la recherche médicale. Pourtant, des scientifiques toujours plus nombreux se détournent de l'expérimentation animale. Rarement pour des questions éthiques, plutôt par rejet de l'utilisation d'un modèle d'étude dont les résultats sont difficilement utilisables. La plupart de ces scientifiques poursuivent leur carrière en se limitant à étudier des phénomènes biologiques *in vitro* ou *in silico*. Ces études représentent actuellement la moitié des procédures expérimentales en cours. Néanmoins, si la prise de conscience de ces scientifiques est positive, ceux-ci ne font qu'utiliser des modèles existants, sans réellement contribuer au développement de nouvelles méthodes de recherche.

L'avenir de la recherche substitutive repose en partie dans les mains de la nouvelle génération de chercheurs. Leur demande est forte pour que le système actuel ne les pénalise plus, s'ils décident de s'engager dans ce domaine. Mais à l'heure actuelle, que peut-on leur proposer, à part intégrer un système dont le tout «vivisection» prévaut ?

### Et l'Université de Fribourg ?

Avec en moyenne un millier d'étudiants, la faculté des sciences de l'université de Fribourg reste extrêmement modeste. Non seulement en regard des 8'500 étudiants des quatre autres facultés, mais également en comparaison de ses voisines des cantons de Berne et Vaud. Les groupes de recherches qui travaillent sur le vivant ne brillent pas non plus dans un domaine spécifique. Les champs d'études sont similaires à ceux poursuivis par les universités de Zurich, Berne, Vaud et Genève. Mais avec quels moyens ? L'Université de Fribourg compte-t-elle ainsi rivaliser avec le pôle zurichois ou celui de l'arc lémanique ? Clairement, que gagne-t-elle à maintenir des recherches sur les animaux, si ce n'est la satisfaction des actuels responsables scientifiques, qui vivent de cette pratique (annexe 2) ?

### Reconnaissance de l'Université de Fribourg

S'il est un domaine dans lequel l'Université de Fribourg pourrait se démarquer et devenir rapidement un pôle d'excellence, c'est en développant celui consacré aux méthodes substitutives. De nombreux scientifiques seraient prêts à s'engager dans cette voie, si une institution était prête à leur proposer un cadre de recherche dynamique. Un engagement dans ce domaine serait également conforme à la longue tradition humaniste de l'université et pourrait contribuer à la qualité des enseignements dispensés par son département de médecine.

On se réjouit d'ailleurs que d'autres universités commencent -enfin- à s'engager dans ce domaine. On citera l'Université de Genève qui a inauguré le 5 mars 2009 la première chaire d'enseignement des méthodes substitutives en Suisse. Inauguration au cours de laquelle le Prof. Carpentier, doyen de la faculté de médecine, déclarait : « *Cette chaire pose un jalon important dans l'évolution des mentalités et de la pratique au sein du monde des Sciences en Suisse, tant sur le plan de l'enseignement que de la recherche. Grâce à cette chaire, notre faculté se donne ainsi les moyens de concrétiser une vision et de s'engager clairement dans une voie nouvelle.* »

Que l'Université de Fribourg pose à son tour un jalon dans l'évolution de sa pratique expérimentale ne pourrait que nous réjouir. L'Université doit définitivement abandonner la recherche médicale non seulement sur les singes mais également sur tous les animaux, et s'engager dans une voie novatrice, éthique, réellement au service de la santé humaine.

En vous remerciant par avance pour votre attention, et tout en restant à votre disposition pour des informations complémentaires, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs les députés, nos meilleures salutations.

LSCV, ATRA, AGSTG

Annexes: Mentionnées

Copie: Mme la Conseillère d'Etat Isabelle Chassot

► Suite de notre dossier

## « Vivisection autorisée en Suisse sur 100 oiseaux d'une espèce inscrite sur liste rouge »



En 2008 (voir nos journaux n° 20 et 22) et 2009 (journal n°25), nous avions évoqué notre plainte à l'encontre d'un scientifique vaudois, le Dr Bize, déposée auprès du Parquet de Soleure et de l'Office vétérinaire cantonal de Soleure (OVC).

**Après plus de deux années de procédure, le Parquet de Soleure a reconnu les infractions à la loi sur la protection des animaux et étendu la plainte pénale contre :**

1) Le Dr Bize pour avoir employé « un procédé non autorisé » (incisions chirurgicales et taille du comprimé placé sous derme plus grand que ce qu'il avait déclaré) par lequel « il acceptait de faire subir aux animaux des douleurs et des maux qui auraient pu être évités tout en poursuivant le but de l'expérimentation ».

2) l'Office vétérinaire cantonal de Soleure, pour avoir volontairement soustrait la demande du Dr Bize à l'étude d'une commission cantonale indépendante de l'autorité.

Le dossier a été transféré en septembre au Tribunal de Soleure-Lebern.

L'intégralité de ce dossier peut être consulté sur notre site Internet à la page : [http://www.lscv.ch/pages/experimentation\\_animale/bize/communique.html](http://www.lscv.ch/pages/experimentation_animale/bize/communique.html)

### Rappel des faits

**Deux jeunes martinets bagués et portant des blessures laissant penser à une intervention chirurgicale, sont trouvés, en juillet 2006, sur la voie publique en ville de Soleure.** Recueillis pour être soignés, les oisillons meurent quelques jours plus tard. Une autopsie pratiquée par un laboratoire allemand révèle la présence d'un comprimé sous derme, la mort de l'animal étant provoquée par une infection au niveau de la plaie, restée ouverte. Plainte est déposée pour mauvais traitement envers les animaux.

Interpellé, l'Office vétérinaire cantonal de Soleure reconnaît avoir délivré au Dr Bize en juillet 2006, une autorisation pour étudier l'impact du stress sur le développement des martinets à ventre blanc, oiseaux protégés en Suisse. L'expérience consistait à inciser à vif -sans anesthésie locale ni administration d'un analgésique- le flanc d'une centaine de ces jeunes oiseaux. 50 d'entre eux devaient recevoir un comprimé de corticostérone (hormone provoquant un stress) sous la peau. Les 50 autres servaient de contrôle (36 oiseaux seront finalement opérés, avant que l'expérience ne soit interrompue). Dans les mois qui suivent, bien que les autorités cantonales tentent de minimiser leur responsabilité, plusieurs infractions aux procédures liées à l'octroi d'une autorisation d'expérimentation animale sont mises en évidence. Restait au Parquet de Soleure à prendre position quant à la méthode utilisée et l'objectif de la recherche du Dr Bize, contestée par les plaignants, justifiée par le scientifique, l'OVC et l'OVF.



► 13 octobre 2009 - Expériences sur des singes à l'EPFZ et l'Université

## Le tribunal fédéral

**Après trois ans de procédures, le Tribunal fédéral (TF) vient de clore de deux scientifiques de l'institut de neuroinformatique de l'EPFZ et**

En déposant en janvier 2006, leurs demandes d'autorisations d'expérimentations sur des macaques dans le canton de Zurich, les scientifiques voulaient lancer deux projets de recherche sur la plasticité et la microcircuiterie du cerveau. Sachant que sur les 800 à 900 nouvelles demandes d'expérimentations animales déposées chaque année en Suisse, les refus se comptent en moyenne sur les doigts d'une main, ces deux demandes ne devaient être qu'une formalité administrative.

Pas cette fois. La commission cantonale sur l'expérimentation animale estimant les résultats attendus insuffisants, en regard des maux et des douleurs infligés aux animaux, s'oppose à ces expériences. Les scientifiques engagent alors plusieurs recours contre la décision de la commission, qui seront tous rejetés. Quant à l'Office vétérinaire cantonal (OVC), qui avait décidé de passer outre la décision de sa commission en délivrant malgré tout en octobre 2006 les autorisations demandées, il subit également un cinglant désaveu.

De cette affaire, on peut retenir qu'une décision de l'autorité cantonale peut enfin être contestée, même si le recourant n'est pas directement lésé par celle-ci. A la raison que l'on a encore jamais vu une souris, un martinet à ventre blanc ou un macaque entamer une procédure administrative pour atteinte à leur santé, les seuls recourants étaient jusqu'à présent des scientifiques, généralement opposés aux restrictions émises par les autorités contre leurs expériences.

On espère que la décision du TF découle d'une avancée de la perception, par nos tribunaux, des dommages provoqués par l'incompétence ou la mauvaise volonté d'une autorité. Trop de cantons délivrent encore aujourd'hui des autorisations d'expériences sans réellement évaluer leur intérêt scientifique en regard des souffrances provoquées aux animaux. La décision tant du Tribunal administratif cantonal que du Tribunal fédéral semble être un signal clair à l'attention des autorités cantonales, les enjoignant à respecter la législation et à faire correctement leur travail.

Plus surprenant fut la réaction de la presse à propos de la décision du TF. Un nombre assez inquiétant de journalistes n'a pas hésité à fournir une vision peu objective du dossier, notamment sur la procédure engagée. On a pu lire qu'une « commission de protection des animaux » était à l'origine de l'interdiction. Dans les faits, si trois représentants de protection des animaux siègent effectivement dans cette commission cantonale, celle-ci se nomme bien « Commission sur l'expérimentation animale ». Elle est composée de 11 membres, dont trois représentent l'université et un l'EPFZ ! La décision de refuser ces expériences ayant été prise à la majorité de la commission, on est donc loin d'une décision abusive prise par une « commission de protection des animaux ».

Etais également agité l'éternel spectre de la « fuite des scientifiques », prêts à quitter la Suisse pour trouver refuge dans un pays plus accueillant, sans loi protégeant les animaux, ou alors avec une loi, mais ne l'appliquant pas, ce qui est le plus courant.

En ce qui concerne les industries pharmaceutiques comme Roche ou Novartis, il faut rappeler qu'elles disposent depuis longtemps de nombreuses filiales

de Zurich

# dit non

**définitivement le dossier en rejetant le recours de l'Université de Zurich.**

sur tous les continents. Ainsi, la décision du TF n'entraverait en rien d'éventuelles expériences contestables faites par la pharma : celles-ci s'effectuent déjà depuis longtemps à l'étranger !

Quant à la recherche effectuée dans nos universités, on peut rappeler qu'elle est principalement financée par nos contributions publiques. Que tous ces scientifiques qui menacent régulièrement de partir le fassent enfin et laissent leurs places à la jeune génération de chercheurs qui ne demande qu'à travailler avec des méthodes substitutives. L'aide financière attribuée à la recherche médicale ne baissera pas, elle ne fera que changer de mains. Qui s'en plaindra ?

Le comité de rédaction



L'article publié dans notre journal en juin 2007 sur la première interdiction des expériences zurichoises, peut être consulté sur notre site Internet à partir du menu éditions. Consultez ensuite la rubrique «archives du journal».

## Chronologie

**Janvier 2006 :** Des scientifiques de l'institut de neuroinformatique de l'EPFZ et de l'Université de Zurich, déposent deux demandes d'expérimentation animale auprès de l'autorité cantonale zurichoise, représentée par l'Office vétérinaire cantonal (OVC). Comme l'exige la législation (voir ci-contre), l'OVC soumet les demandes des scientifiques à la commission cantonale sur l'expérimentation animale. Des compléments d'informations sont demandés aux scientifiques par la commission, qui sollicite également 3 expertises indépendantes.

**Septembre 2006 :** La commission émet, à la majorité des membres, un préavis négatif sur les deux demandes. Elle estime que ces expériences violent la dignité des animaux, que les bénéfices scientifiques attendus sont trop faibles en regard des maux et des douleurs infligés aux animaux.

**Octobre 2006 :** Passant outre le préavis négatif de la commission, l'OVC délivre les deux autorisations aux scientifiques.

**Novembre 2006 :** La commission fait appel auprès du Conseil cantonal contre les autorisations délivrées par l'OVC.

**Février 2007 :** Le Conseil cantonal accepte l'appel de la commission et interdit les deux expériences.

**Mars 2007 :** Les scientifiques font recours contre cette décision auprès du Tribunal administratif.

**Mars 2008 :** Après avoir confronté à deux reprises les arguments du Conseil cantonal, de l'OVC, de la commission et des scientifiques, le Tribunal administratif rejette le recours et maintient l'interdiction des expériences. Il précise notamment que l'apport scientifique n'est pas suffisamment démontré.

**Juin 2008 :** Les scientifiques font recours contre la décision du Tribunal administratif auprès du Tribunal fédéral.

**13 octobre 2009 :** Le Tribunal fédéral rejette le recours des scientifiques. Le dossier est clos, les expériences définitivement interdites.

## Base légale et déroulement pratique des expériences sur les animaux

L'exécution de l'expérimentation animale est définie dans la loi sur la protection des animaux (LPA) et son ordonnance (OPA), entrées respectivement en vigueur en 1978 et 1981. La loi a été révisée entièrement en 2005, l'ordonnance en 2008. Les nouveaux textes sont entrés en vigueur le 1er septembre 2008. On peut notamment citer les articles suivants :

### Article 17 (LPA) Limitation des expériences à l'indispensable

Les expériences qui peuvent causer aux animaux des douleurs, des maux ou des dommages, les mettre dans un état d'anxiété, perturber notablement leur état général ou porter atteinte à leur dignité d'une autre manière doivent être limitées à l'indispensable.

### Article 137 (OPA) Critères d'évaluation du caractère indispensable des expériences causant des contraintes aux animaux

<sup>1</sup> Le requérant doit établir que le but de l'expérience a un rapport avec la sauvegarde et la protection de la vie ou de la santé humaines ou animales, est présumé apporter des connaissances nouvelles sur des phénomènes vitaux essentiels, ou est utile à la protection de l'environnement naturel.

<sup>2</sup> Il doit en outre prouver que le but de l'expérience ne peut pas être atteint par des méthodes qui ne nécessitent pas d'expériences sur animaux et qui sont fiables en l'état actuel des connaissances.

<sup>4</sup> Une expérience sur animaux et chacune des parties de l'expérience doivent être planifiées de manière à ce que le plus petit nombre d'animaux nécessaires soit utilisé et la contrainte la plus faible possible infligée aux animaux (...).

## Rôle de la commission cantonale de contrôle de l'expérimentation animale

La commission de contrôle de l'expérimentation animale trouve sa légitimité dans la loi et l'ordonnance fédérales sur la protection des animaux, notamment les articles suivants :

### Article 34 (LPA) Commissions cantonales pour les expériences sur les animaux

<sup>1</sup> Chaque canton institue une commission pour l'expérimentation animale composée de spécialistes, indépendante de l'autorité chargée de délivrer les autorisations et dans laquelle les organisations de protection des animaux sont adéquatement représentées. Plusieurs cantons peuvent instituer une commission commune.

<sup>2</sup> La commission examine les demandes et fait une proposition à l'autorité chargée de délivrer les autorisations. Elle est appelée à participer au contrôle des établissements qui détiennent des animaux destinés à l'expérimentation et de l'exécution des expériences. Les cantons peuvent lui confier d'autres tâches.

### Article 139 (OPA) Procédure d'autorisation

<sup>4</sup> L'autorité cantonale soumet les demandes d'autorisation d'expériences sur animaux causant des contraintes à l'avis de la commission cantonale des expériences sur animaux; elle prend sa décision sur la base du préavis de la commission. Si sa décision va à l'encontre du préavis, elle en informe la commission en lui faisant part de ses motifs.

## Editorial

Liebe Mitglieder der Liga  
Liebe Leserinnen und Leser

Das Jahr 2009 steht kurz vor seinem Abschluss. Wir möchten die Geleger und Ihnen ganz herzlich für Ihre Unterstützung danken, die Sie uns trotz Wirtschaftslage gewährt haben. Nach einigen Jahren, in denen der Bereich Tierversuch für die betroffenen Vierbeiner nur von geringen Fortschritten geprägt war, sind in diesem Jahr einige erfreuliche Fakten zu nennen.

Am 5. März 2009 wurde an der Universität Genf der erste Schweizer Lehrstuhl für Alternativmethoden geschaffen. Es ist äusserst erfreulich, dass im Rahmen einer Einrichtung, bei der sich zahlreiche Wissenschaftlerinnen und Wissenschaftler vehement gegen jegliche Entwicklung in diesem Bereich wehren, ein solcher Lehrstuhl ins Leben gerufen werden konnte. Der Dekan der medizinischen Fakultät erklärte, der Lehrstuhl sei «nicht nur dafür bestimmt, neue technologische Ansätze zu entwickeln, sondern auch ein Umdenken zu bewirken». Hoffentlich wird diesem Anliegen Gehör geschenkt. Die Finanzierung des Lehrstuhls wird für die nächsten fünf Jahre durch private Gelder von Tierschutzverbänden, u.a. der SLGV oder der Egon-Naef-Stiftung, gesichert.

Im April 2009 erhielt die Firma Epithelix den Preis RED HERRING 2009, mit dem die hundert vielversprechendsten Unternehmen Europas ausgezeichnet wurden. Dieses Unternehmen, das bei seiner Gründung 2006 von der Egon-Naef-Stiftung und von der SLGV unterstützt worden war, hat sich auf die Entwicklung von Zellmodellen und menschlichen Geweben spezialisiert. Die Firma beweist, dass ein wirtschaftliches Engagement in diesem Bereich möglich ist. Epithelix vertreibt seine Alternativmodelle an Forscherteams und Industriezweige, welche die menschlichen Atemwegserkrankungen untersuchen. Auf diese Weise lassen sich zahlreiche Tierversuche ersetzen.

Im August und Oktober 2009 wurden die Veterinärämter der Kantone Solothurn und Zürich durch Justizentscheide zur Ordnung gerufen. Dabei handelte es sich um Bewilligungen für Tierversuche an Vögeln und Affen. Bis zu diesem Zeitpunkt stellte es ein schwieriges Unterfangen dar, Entscheide kantonaler Behörden bezüglich Tierversuche anzufechten. Die beiden Beschlüsse, die nach einem mehrjährigen Verfahren getroffen wurden, sind besonders zufriedenstellend. Dies freut vor allem die SLGV, welche in einem der beiden Fälle als Klägerin aufgetreten war. Die Artikel auf den Seiten 22 und 23 dieser Zeitung befassen sich mit den beiden Dossiers.

Im Jahr 2010 wird die SLGV ihre Tätigkeit im Bereich tierversuchsfreier Methoden fortsetzen. Es ist an der Zeit, die Öffentlichkeit darauf aufmerksam zu machen, dass eine andere Art der medizinischen Forschung möglich ist. Die Tierforschung ist weder aus ethischer noch aus wissenschaftlicher Sicht zufriedenstellend. Um zu anderen Arbeitsmethoden anzuregen und weitere Aufgaben in den Alternativbereich zu übertragen, müssen genügend finanzielle Mittel zur Verfügung stehen. Statt der Forschung weitere Gelder zur Verfügung zu stellen, genügt es aber, die bereits bestehenden finanziellen Mittel umzuverteilen, indem man die für Tierversuche vorgesehenen Beträge der Entwicklung tierversuchsfreier Methoden zur Verfügung stellt! Die Fortschritte wären spektakulär. Sie würden nicht nur den Tieren zugute kommen, denen viel Leiden erspart bleibt, sondern auch die Gesundheit von uns allen fördern.

Wir wünschen Ihnen frohe Fest- und Feiertage!

Ihr Vorstand

### IMPRESSION **Schweizer Liga gegen Vivisektion**

Die 1883 gegründete Schweizer Liga gegen Vivisektion (SLGV) ist ein Verein im Sinne von Art. 60 des Zivilgesetzbuches. Sie verfolgt folgende Ziele: Bekämpfung der Versuche an lebenden Tieren (Vivisektion) im medizinischen, wissenschaftlichen, militärischen, industriellen und gewerblichen Bereich. Die SLGV nutzt dabei alle gesetzlichen Mittel und strebt die Abschaffung der Tierversuche an. Förderung und Finanzierung aller alternativen wissenschaftlichen Methoden, die zur Abschaffung der Tierversuche beitragen. Die SLGV wird ausschliesslich durch Spenden und Legate finanziert. Sie erhält keinerlei Subventionen der öffentlichen Hand und ist somit vollkommen unabhängig. Als gemeinnütziger Verein ist sie von den Steuern befreit. Alle Spenden ab CHF 100.- sind steuerabzugsfähig. Gemäss Art. 19 ihrer Statuten ist die SLGV nicht gewinnorientiert. Ihr Vermögen kann nur für die angestrebten Ziele eingesetzt werden.

**Publikation:** Vierteljährlich erscheinende Zeitung. Ohne gegenteilige Hinweise wurden die Artikel von der SLGV verfasst.

**Desktop Publishing (DTP) und Layout:** SLGV **Druck:** Edipress, auf Recycling-Papier Snow-Print 60 gm<sup>2</sup> **Redaktionsvorstand:** Luc Fournier, Michèle Loisel, Max Moret **Adresse:** Chemin des Arcs-en-Ciel 3, Postfach 148, CH - 1226 Thônex / GE **T** 022 349 73 37 **F** 022 349 19 54 - admin@lscv.ch - www.lscv.ch **Jahresbeitrag für Mitglieder:** mindestens CHF 15.-- **PSchKto 12-2745-6**

**Unser Büro ist telefonisch besetzt von Montag bis Freitag jeweils von 9 bis 12 Uhr und von 2 bis 5 Uhr :** **Französisch** von Montag bis Freitag den ganzen Tag; **Deutsch** jeweils vormittags Montag bis Donnerstag; **Italienisch** Dienstag und Donnerstag nachmittags und am Freitag den ganzen Tag.

*Tanti calorosi auguri per il 2010 ai nostri Soci e simpatizzanti!*

*Alles Gute zum 2010*

*Meilleurs Vœux 2010 à tous nos Membres et Sympathisants !*

*La suprasonza engrazia a ses numerus comembres e simpatisans*

### Was sind Methoden, die Tierversuche ersetzen?

Es handelt sich um Versuchsmethoden, bei denen keine lebenden Tiere eingesetzt werden. Die Ersatzmethoden – auch Alternativmethoden genannt – verwenden unter anderem Zellkulturen oder menschliche Gewebe und Computermodelle.



Die spektakulären Fortschritte, die bei der Entwicklung solcher Methoden erzielt wurden, erlauben es den Wissenschaftlern inzwischen, gewisse menschliche Krankheitsbilder an menschlichem Material zu untersuchen und somit auf Tierversuche zu verzichten.

► Für die Ersetzung von Tierversuchen durch neue Alternativmethoden

# Grosser Plakatwettbewerb

**Die Schweizer Liga gegen Vivisektion (SLGV) lanciert einen Wettbewerb, an dem sich alle beteiligen können. Dieser soll dazu dienen, die Plakatkampagne zu gestalten, die vom 19. Mai bis am 2. Juni 2009 in der Deutsch- und Westschweiz stattfinden wird. Bei dieser Gelegenheit werden in den Kantonen Zürich, Basel, Bern, Waadt, Genf, Freiburg, St. Gallen, Wallis, Neuenburg und Aargau 1200 Plakate in den Formaten F4 (89,5x128 cm) und F12 (268,5x128 cm) aufgehängt.**

## Ziel der Plakatkampagne

Tierversuche stellen zwar weiterhin ein umstrittenes Thema dar. Trotzdem hält die Bevölkerung an der Vorstellung fest, ohne solche Experimente bleibe die medizinische Forschung „stehen“. Unsere Plakatkampagne dient hauptsächlich dazu, die Bevölkerung über die Forschungsmethoden zu informieren, mit denen sich Tiere in der medizinischen Forschung ersetzen lassen (so genannte Ersatz- oder Alternativmethoden). Die Behauptung, ohne Tierversuche könnten Krankheiten nicht untersucht werden, macht heute keinen Sinn mehr. Seit rund zehn Jahren werden im Bereich der Ersatzmethoden spektakuläre Fortschritte erzielt. Auf Zellniveau, in der bildgebenden Forschung und bei der Entwicklung von bioinformatischen Modellen wird im Rahmen von zahlreichen Studien inzwischen auf Tierversuche verzichtet.

Die Entwicklung von Alternativmethoden, die genügend leistungsfähig sind um gewisse Krankheiten zu untersuchen, erweist sich jedoch als schwierig. Diesbezüglich gilt es, sich der wissenschaftlichen Herausforderung zu stellen. Zuerst ist jedoch das Problem der mangelnden finanziellen Unterstützung von Alternativmethoden zu lösen.

Um dem Gesetz zu entsprechen und Methoden zu unterstützen, die Tierversuche ersetzen (TSchG Art. 22), gründete der Bund vor rund zwanzig Jahren die Stiftung 3R. In der Ausgabe Nr. 25 unserer Zeitung (September 2009) wiesen wir darauf hin, dass diese Stiftung in Tat und Wahrheit über ein erbärmliches Budget von lediglich Fr. 800'000.- verfügt. Wir zeigten zudem auf, dass ihr Stiftungsrat von Vertretern der pharmazeutischen Industrien und aktiven Befürwortern von Tierversuchen im Rahmen des Parlaments unterwandert wurde.

Der Schweizerische Nationalfonds zur Förderung der wissenschaftlichen Forschung (SNF) hingegen erhielt im Jahr 2008 – bei einem Gesamtbudget von 662 Millionen – über 280 Millionen Franken, um Forschungsprojekte der Abteilung 3 „Biologie und Medizin“ zu unterstützen. Die Hälfte dieser Projekte beruht direkt auf Tierversuchen.

## Keine Änderung ohne politischen Willen

Im Rahmen unserer Veranstaltung ZUGITIVE in Freiburg (S. 18) unterhielt sich die Westschweizer Tageszeitung *Le Temps* mit Ori Schipper vom Presse- und Informationsdienst des SNF. Nach der fehlenden Unterstützung von Alternativmethoden befragt, meinte dieser: «*Der SNF verfolgt das Ziel, die Forschung gemäss Kriterien der wissenschaftlichen Exzellenz zu fördern (...). Dies erfolgt unabhängig davon, ob es sich nun um Tierversuche oder Alternativmethoden handelt. Damit ein Grossteil des Budgets für solche Methoden verwendet wird, muss ein orientiertes Forschungsprogramm entwickelt werden. Dies hängt vom politischen Willen ab.*»

## Galerie ANIMIST Espace

**Die Preisverleihung der Plakate in Französisch findet am 9. April 2010 um 19 Uhr in der neuen Galerie ANIMIST Espace statt. Diese befindet sich an der Rue Louis-Aubert 4 in Genf. Eine Auswahl der besten Projekte wird bis am 23. April ausgestellt.**

Die Galerie, die der Indianerkultur gewidmet ist, gehört Anne Perzoff, einer aktiven Gegnerin von Tierversuchen. Sie möchte dazu anregen, dass wir unsere Beziehung zur Natur überdenken und uns überlegen, was den so genannt zivilisierten Menschen dazu bewogen hat, die Natur als leblose Einheit zu betrachten. Die animistischen Werke, seien es nun Bilder oder literarische beziehungsweise musikalische Werke, stellen diese beschränkte Sicht des Lebens allesamt in Frage. Die Stimme der Urvölker ist von grundlegender Bedeutung. Im Rahmen einer absolut modernen künstlerischen Vision wird neu entdeckt, dass die Erde eine schöpferische Kraft besitzt und in der Lage ist, sich selber zu bestimmen. Sie stellt somit ein Lebewesen dar. Diese Auffassung beruht auf dem ursprünglichen Wissen und prägt auch weiterhin auf diskrete Weise unsere Existenz. Heute nimmt sie die Formen einer Sprache, Ideologie und künstlerischen Ausdrucksweise – der animistischen Kunst – mit der Absicht an, der Natur und den Tieren gerecht zu werden, die diese jederzeit schaffen.

## Einladung an die Vernissage der Galerie vom 4. Dezember

**2009.** Die offizielle Eröffnung der Galerie fällt mit der Vernissage der Mal- und Fotoausstellung „RESERVATION ANIMOOSH“ des Künstlers Rez Dog Atjecoutay zusammen. Das Event findet am Freitag, den 4. Dezember 2009, von 17.00 – 21.00 Uhr statt.

### Galerie ANIMIST espace

Rue Louis-Aubert 4 - 1206 Genf – Öffnungszeiten: Do-Mo: 13.30 – 19.30 Uhr  
T +41 (0)22 346 16 07 - info@animistespace.ch - www.animistespace.ch



Damit spricht er zumindest Klartext: Vom SNF ist keine Änderung seiner Gepflogenheiten zu erwarten, ohne dass er von seinem hauptsächlichen Geldgeber – dem Bund und seinen Steuerzahlern – dazu gezwungen wird. Deshalb dient die Plakatkampagne auch dazu, die Debatte über die Tätigkeiten unserer Institutionen zu lancieren und über das entsprechende System zu orientieren. Dieses hat derzeit zur Folge, dass diejenigen, die von Tierversuchen leben, auch darüber entscheiden, welche Projekte oder Forscherteams an unseren Universitäten finanziell unterstützt werden.

## Preisverleihung

Die Plakatprojekte sind bis am 15. März 2010 einzureichen. Die Preisverleihung findet für die Plakate in Französisch am 9. April 2010 in Genf und für die Plakate in Deutsch am 16. April 2010 in Zürich statt. Weitere Informationen zur Preisverleihung werden in der nächsten Ausgabe unserer Zeitung im März veröffentlicht. Das vollständige Reglement zum Wettbewerb kann auf Deutsch unter [www.lscv.ch/de/pages/news/wettbewerbe.html](http://www.lscv.ch/de/pages/news/wettbewerbe.html) heruntergeladen werden.

► Kampagne für die Einstellung des Gänseleberverkaufs bei der Migros

# Migros ohne Gänseleber

**Für das Geflügel stellt das Jahresende keine festliche Zeit dar. Gebraten und gefüllt wird es in allen möglichen Formen zubereitet, um auf unseren Tellern zu enden.**

Fleisch gehört zu unserem Ernährungsalltag. Sich nur an vegetarische oder vegane Nahrungsmittel zu halten, stellt oft ein mühsames Unterfangen dar. In vielen Restaurants beschränkt sich das «vegetarische Menü» bis heute auf einen Teller Teigwaren mit Tomatensauce. Auch bei Essenseinladungen stellt ein Gast, für den ein spezielles Mahl erforderlich ist, den Gastgeber vor Probleme. Dabei ist überhaupt nicht einzusehen, warum ein Essen für einmal nicht vegetarisch sein sollte. Verschiedene Nahrungsmittel sollten aber auch überzeugte Fleischliebhaber auf ihrem Teller verweigern. Gewisse Tiere werden unter so unwürdigen Bedingungen gezüchtet und geschlachtet, dass dies den Genuss, der mit den entsprechenden Speisen verbunden ist, hoffnungslos verderben dürfte. Dem ist aber bei Weitem nicht so. Sogar aktive Tierschützerinnen und Tierschützer erfreuen sich weiterhin an Froschschenkeln (Die Schenkel werden den Fröschen grösstenteils bei lebendigem Leib herausgerissen. Anschliessend verenden die Tiere elendiglich.), Wachteln (in Batterien gezüchtet und in erbärmlichen Käfigen zusammengepfercht) oder Gänseleber. Trotz den schrecklichen Zuchtbedingungen, auf die seit Jahren hingewiesen wird, ist die Herstellung dieser „Delikatesse“ in keiner Weise rückläufig. Ganz im Gegenteil geniessen zahlreiche Konsumentinnen und Konsumenten solche Leckerbissen. Unabhängig davon, welche Qualitäten der Leber von gestopften Tieren zugeordnet

werden, sollte ihr Genuss bei jedem Individuum, welches ein bisschen für das Leiden anderer Lebewesen empfänglich ist, Schwindelgefühle auslösen. Zwar versuchen die Hersteller mit allen Mitteln, die damit für die Tiere verbundenen Leiden herunterzuspielen. So zeigen sie beispielsweise Aufnahmen von Betrieben, deren Zucht ihren Aussagen gemäss respektvoll und ohne Leiden für die Tiere erfolgt. Zahlreiche Filme mit versteckter Kamera beweisen jedoch, dass die Realität auf solchen Farmen ganz anders aussieht, wenn die Kamerateams erst einmal abgezogen sind. Dann bleiben gewaltsam intubierte Tiere übrig, die rasch bis zum Gehichtmehr gestopft werden und wegen dem wiederholten Stopfen und anderen Krankheiten unter Entzündungen leiden. Die Herstellung von Gänseleber ist für die Tiere mit unermesslichem Elend und Leid verbunden.

Allmählich bildet sich aber ein öffentliches Bewusstsein. Immer mehr Geschäfte, darunter insbesondere COOP und DENNER, weigern sich, Gänseleber von gestopften Tieren zu verkaufen. Die Migros verzichtet zwar darauf, dieses Produkt in ihren Deutschschweizer Filialen zu vertreiben. In der Westschweiz und im Internet über LeShop geht der Handel aber fleissig weiter. Noch enttäuschender ist jedoch die Tatsache, dass sogar Werbung für die „Delikatesse“ gemacht und im Rahmen von Kochkursen der Migros-Klubschule auf deren beste Zubereitungsart hingewiesen wird.



## Methoden zur Herstellung von Gänseleber

Bei der Gänseleber handelt es sich um das Organ von Gänsen oder Enten, die durch Überfütterung krank gemacht wurden. Diese Tiere werden mehrmals pro Tag mittels eines 20 bis 30 cm langen Metallrohrs gewaltsam gestopft, welches durch die Kehle bis zum Magen eingeführt wird. Während zwei bis drei Wochen nehmen die Tiere in wenigen Sekunden eine solche Maismenge auf, dass ihre Leber bis zehnmal grösser ist als normal. Viele Tiere sterben vor dem geplanten Schlachtdatum.

Die bei einem einzigen Stopfvorgang verwendete Maismenge würde bei einem Menschen einer Nahrungsaufnahme von 10 kg entsprechen.



## Aktion «Postkarte gegen die Gänseleber»

**Wir bitten alle Leserinnen und Leser, ihren Unmut kundzutun und der Migros eine Karte zu schicken, die dieser Ausgabe unserer Zeitung beiliegt. Es handelt sich dabei um eine Aktion der Vereinigung «Migros ohne Gänseleber», die von der SLGV und verschiedenen Tierschutzorganisationen unterstützt wird.**

Andere Aktionen wie Informationsstände, das Verteilen von Flugblättern oder Veranstaltungen vor den Westschweizer Migros sind geplant. Mit diesen Aktionen möchten wir die Migros darauf aufmerksam machen, dass sich die Förderung eines Nahrungsmittels, dessen Herstellung mit so viel Leiden verbunden ist, als nicht besonders ehrenvoll erweist. All diejenigen, welche diese Aktion unterstützen möchten, konsultieren am besten den Veranstaltungskalender auf der Website [www.migras.ch](http://www.migras.ch) oder nehmen direkt Kontakt mit der Migras auf: [contact@migras.ch](mailto:contact@migras.ch)



## Vegetarische Stadt

**Aus ökologischen oder ethischen Gründen beginnen Städte und Unternehmen, den Vegetarismus als Ernährungsweise zu fördern.**

Im Mai 2009 führte die belgische Stadt Gent die «vegetarischen Donnerstage» ein. Einmal pro Woche wird in den öffentlichen Kantinen (Verwaltungen, Schulen usw.) beim Essen auf Fleisch, Fisch und Eier verzichtet. Bis anhin beteiligen sich rund hundert private Restaurants an der Aktion.

**Seit Juli wird in den Kantinen des Sportkleidungsherstellers PUMA auf Fleisch verzichtet.** Die rund 10'000 Mitarbeitenden der Firma werden gebeten, ihren Fleischkonsum zu reduzieren und so zum Erhalt der Umwelt beizutragen. Gemäss einem Bericht der Welternährungsorganisation (FAO) sind 18% der Treibhausgasemissionen auf Viehzucht und Fleischkonsum zurückzuführen.

## 15. Internationale Ausstellung für Haustiere

# animalia 2009

Mit 24'000 Eintritten am 17. und 18. Oktober bleibt Animalia die wichtigste Tierausstellung in der Schweiz. Viele Besucherinnen und Besucher entdeckten unseren Stand und erfreulicherweise fanden sich auch zahlreiche Mitglieder der Liga bei uns ein. Erstmals war ein Teil unseres Standes Kosmetika gewidmet, die nicht an Tieren getestet wird. Wir hatten uns dafür entschieden, nur Produkte auszustellen, die über keine chemischen Substanzen verfügen oder BIO-zertifiziert sind (Ecocert, BDIH und Natrue). Die Schweizer Marken FARFALLA und LI COSMETIC sowie die deutsche Marke PRIMAVERA LIFE wurden in Form von Mustern oder zum Verkauf angeboten. Da die Liga aber keinen kommerziellen Auftrag hat, bestand unser Hauptziel darin, das Zielpublikum mit den Produkten vertraut zu machen.



## CRACI

Ebenfalls mit von der Partie war die Westschweizer Vereinigung der Meerschweinchenfreunde (Club romand des amis des cochons d'Inde CRACI). Dem 2003 gegründeten Club gehören Freiwillige an, die in Zusammenarbeit mit der Vereinigung Borta hauptsächlich in den Kantonen Waadt und Neuenburg Meerschweinchen aufnehmen, pflegen und neu platzieren. Die Tiere sind bei Freiwilligen der Vereinigung untergebracht. Um eine Vermehrung zu verhindern, werden die Männchen kastriert.

Wer CRACI unterstützen oder weitere Informationen zu Tieren erhalten möchte, die ein neues Zuhause suchen, wendet sich an  
**CRACI, Tatrel 21, 1617 Tatroz - [www.craci.org](http://www.craci.org) - PSchKto 17-303795-9**



Ein spezielles Dankeschön an Sara Devantéry und Melinda Rost. Um unsere Aktion zu unterstützen, überreichten sie uns rund fünfzig Schokoladekätzchen. Diese Produkte, die wir am Stand verkauften, fanden riesigen Anklang.

Weitere Schokoladen-Überraschungen werden handwerklich in der «Chocolaterie Mélinde» hergestellt und an der Rue de la Gare 12 in 1607 Palézieux-Gare verkauft.  
Website: [www.melinda-chocolat.ch](http://www.melinda-chocolat.ch)



Kaufen Sie keine Tiere im Handel oder bei Züchtern. Die Tierheime sind voll mit Tieren aller Art. Darunter befindet sich mit Sicherheit auch ihr neuer Liebling...

## Tierschutz.ch

An unserem Nachbarstand informierte der gemeinnützige Verein Tierschutzverlag (Tierschutz.ch) über seine Online-Datenbanken. Wenn ein Tier verloren geht oder gefunden wird oder wenn man einen Vierbeiner



Anne Bachmann, Verantwortliche für die Westschweiz  
Informationen : T 0848 848 620 - [info@tierschutz.ch](mailto:info@tierschutz.ch)  
[www.vermisste-tiere.ch](http://www.vermisste-tiere.ch) - [www.gefundene-tiere.ch](http://www.gefundene-tiere.ch) - [www.heimatlose-tiere.ch](http://www.heimatlose-tiere.ch)



Die zwischen Brüssel und Brügge gelegene Stadt Gent zählt 240'000 Einwohner

## Abonnieren Sie Vegi-Info

Wer neue vegetarische Rezepte entdecken oder sich über dieses Thema informieren möchte, abonniert am besten die vierteljährlich erscheinende Zeitschrift der Schweizerischen Vereinigung für Vegetarismus (SVV). Diese erscheint auf Deutsch und Französisch und kostet jährlich nur Fr. 25.-.

**Kontaktadresse :** Végi-Info, Bahnhofstrasse 52, CH – 9315 Neukirch  
[asv@vegetarismus.ch](mailto:asv@vegetarismus.ch) - [www.vegetarismus.ch](http://www.vegetarismus.ch)

# ZUGETIVE 2009



Foto HerbiDit

**Am Samstag, den 19. September 2009, fand auf der Place Georges-Python in Freiburg unser Aktions- und Informationstag «Zusammen gegen Tierversuche» statt. Dieser wurde bereits zum zweiten Mal durchgeführt.**

Wie schon bei der ersten Ausgabe von ZUGETIVE letztes Jahr in Bern befanden sich die Informationsstände der drei Veranstalter ATRA, AGSTG und SLGV in einem gemeinsamen grossen Zelt.

Andreas Item und Massimo Tetamanti befassten sich in ihrem Vortrag mit den Alternativmethoden. Im Zelt wurden verschiedene Verfahren vorgestellt, darunter insbesondere zwei Übungsmodelle der Mikrochirurgie. Diese dienen dazu, die Schweine und Ratten zu ersetzen, welche normalerweise bei solchen Versuchen verwendet werden. Den Anwesenden bot sich zudem die Gelegenheit, verschiedene Softwareprogramme zu testen.

Diese ersetzen die Nager und Amphibien, an denen im Rahmen unserer Universitäten seit Jahrzehnten das Sezieren geübt wird. In einem Aussenzelt wurden Filme zu Tierversuchen gezeigt. Zum Abschluss der Veranstaltung fand ein Umzug statt, der von der Place Georges-Python durch die Straßen Freiburgs Richtung Universität Pérolles führte. Diese hält Affen die für Tierversuche eingesetzt werden.



## Übertriebenes Polizeiaufgebot

Die Veranstaltung stand ganz im Zeichen eines umfassenden Polizeiaufgebots. Ebenso auffällig waren die Polizeiwagen und Einsatzfahrzeuge. Bedauerlicherweise hatte die Polizei beschlossen, die Veranstaltungsteilnehmer bei ihrer Ankunft am Bahnhof Freiburg sorgfältig unter die Lupe zu nehmen. Sie mussten sich zahlreichen Kontrollen unterziehen. Dreizehn Personen wurden willkürlich verhaftet. An einer Demonstration teilzunehmen, stellt ein demokratisches Grundrecht dar. Somit ist zu begrüssen, dass die Gegner von Tierversuchen offen zu ihrer Meinung stehen und diese öffentlich kundtun, statt auf anonyme Weise im Hintergrund zu agieren.



## Fragwürdiges Verhalten der Universität Freiburg

**Das Polizeiaufgebot war teilweise auf die Aktionen zurückzuführen, die sich im Sommer gegen Novartis richteten. Die Universität Freiburg schloss sich der voreingenommenen Haltung zweifellos an.**

Nachdem bekannt war, dass eine weitere Ausgabe von ZUGETIVE stattfinden sollte, beschloss die Universität Freiburg, am selben Tag eine Gegenveranstaltung durchzuführen. Sie kündigte «die Mobilisierung der gesamten wissenschaftlichen Gemeinschaft» an. Geplant waren zahlreiche Vorträge. Im Rahmen von öffentlichen Ständen sollte die Bevölkerung über die positiven Aspekte von Tierversuchen informiert werden.

Am Veranstaltungstag selber war keine Rede mehr von öffentlichen Ständen. Die Vorträge beschränkten sich auf drei bis vier Darbietungen der üblichen Redner, welche stets die Tätigkeit verteidigen, mit der sie ihr tägliches Brot verdienen. Sie fanden vor knapp sechzig jungen Forschern und Studierenden statt. In Anbetracht der Tatsache, dass alleine die medizinische Fakultät tausend Studierende zählt, war dies äusserst wenig. Zudem stellt sich die Frage, wie viele Studierende sich einzlig deswegen eingefunden hatten, um sich von ihren Professoren später keine Vorwürfe anhören zu müssen. Die «Mobilisierung der wissenschaftlichen Gemeinschaft» schien sich auf die oben erwähnten Redner und den Rektor zu beschränken. Von einigen Sicherheitsbeamten umgeben stand dieser als Türsteher beim Eingang des Auditoriums im Einsatz.

Die mangelnde Beteiligung der Wissenschaftlerinnen und Wissenschaftler war im Übrigen recht erstaunlich. Zwar liess der

Rektor der Universität verlauten, *jedes Individuum hat ein Recht darauf, sich eine eigene Meinung zu diesem Thema zu bilden*» (Anm.d.Red.:Tierversuche). Ein Dokument, das auf diskrete Weise allen Forscherinnen und Forschern zugestellt wurde, schlug aber einen bedeutend aggressiveren Ton an. Darin war zu lesen, die Organisatoren von ZUGETIVE würden «mit terroristischen Methoden gegen die medizinische Forschung vorgehen» und man müsse gegen «diese Aktivisten zurückschlagen». Schliesslich wurde die wissenschaftliche Gemeinschaft «höflich dazu aufgefordert», zur «Verteidigung von Tierversuchen beizutragen (sic!)» und «ihre nächsten Mitarbeitenden entsprechend zu motivieren».

Dass die Universität die Konfrontation suchte, ist zu bedauern. Dass sie aber ihre Aktionen mit der Begründung absagte, die Forscher hätten Angst vor Angriffen an ihrem Stand, ist doch ziemlich erschreckend. Dies umso mehr, da die Hochschule ihre Studierenden aufforderte, sich am Veranstaltungstag «aus Sicherheitsgründen» nicht an die Universität zu begeben. Tierversuche sind in ethischer Hinsicht inakzeptabel. Es ist völlig normal, dass die Gegnerinnen und Gegner solcher Experimente ihren Standpunkt öffentlich darlegen können. Mit dem Versuch, sie als «Terroristen» hinzustellen, zeichnet die Universität ein wenig schmeichelhaftes Bild von sich als Bildungsinstitution.



Dieses Jahr war die SLGV für den Essstand zuständig, an dem ausschliesslich vegane Ernährung angeboten wurde. Den ganzen Tag hindurch wurden Seitan-Geschnetzeltes, Würste, Pommes Frites und Hot Dogs verkauft.

## Übergabe der Petition

### «Stoppt die Affenversuche an der Universität Freiburg»

**Im Rahmen unserer Petition, die wir im Juni 2009 anlässlich der Ankündigung von ZUGETIVE 2009 lancierten, sammelten wir innerhalb von drei Monaten 19'116 Unterschriften. Am Mittwoch, den 16. September 2009, um 14.00 Uhr reichten wir die Petition beim Grossen Rat des Kantons Freiburg ein.**

Wir verlangen, dass die Universität die an Affen durchgeföhrten Versuche einstellt. Darüber hinaus sollen aber sämtliche Tierversuche zugunsten der Förderung neuer Forschungsmethoden aufgegeben werden, die ethischer und wissenschaftlicher sind.



Eine Delegation von AGSTG, ATRA und der SLGV überreichte die 19'116 Unterschriften Mireille Hayoz, der Generalsekretärin des Grossen Rates.

In unserem Schreiben an die Abgeordneten des Grossen Rates des Kantons Freiburg (S.20) weisen wir darauf hin, dass es der Universität Freiburg überhaupt nichts bringt, wenn sie weiterhin Forscherteams unterstützt, die Tierversuche vornehmen. Die Universität sollte sich vielmehr auf ihre humanistische Tradition besinnen, sich um ein vortreffliches Niveau bemühen und Alternativmethoden fördern.



**AG STG** : Brisiweg 34, 8400 Winterthur - office@agstg.ch  
**ATRA** : via Capelli 28, 6900 Lugano - infoatra@bluemail.ch  
**LSCV** : CP 148, 1226 Thônex - admin@lscv.ch

Thônex, den 16. September 2009

Secrétariat du Grand Conseil  
Rue de la Poste 1  
1700 Fribourg

### Übergabe der Petition «Stoppt die Affenversuche an der Universität Freiburg»

Sehr geehrter Herr Präsident,  
Sehr geehrte Damen und Herren Parlamentarier,

Heute übermitteln wir an das Sekretariat des Grossen Rates die Unterschriften unserer Petition «Stoppt die Affenversuche an der Universität Freiburg». Die Petition wurde im Juni 2009 lanciert und wurde innerhalb dreier Monate von über 19'116 Personen unterschrieben.

Das öffentliche Interesse welches unsere Petition hervorgerufen hat, widerspiegelt das immer grösser werdende Bewusstsein, dass auf wissenschaftlicher Ebene nichts wirklich getan wird um den Gebrauch von Labortieren in der medizinischen Forschung zu reduzieren. Die Tatsache, dass neue, tierversuchsfreie Methoden (1) entwickelt werden könnten, die zugleich verlässlichere Daten liefern würden als es die heute üblichen Experimente an Affen, Ratten, Mäusen oder Schweinen tun, machen es noch unerträglicher von den Schmerzen die den Tieren zugefügt werden zu wissen.

Die Freiburger Universität ist eine öffentliche Institution die hauptsächlich von Geldern aus der Bundes- und Kantonskasse finanziert wird. Obwohl die Unabhängigkeit der Universität respektiert werden muss, so obliegt es letztlich dem Grossen Rat und dem für diesen Bereich verantwortlichen Beamten, neue Richtlinien an das Rektorat der Universität zu geben, sollte der Gebrauch von Labortieren überflüssig, und die Förderung anderer Methoden bewiesen werden, was zugleich die Qualität der Resultate verbessern würde.

### Rechtfertigung für die Abschaffung von Tierversuchen und für die Förderung tierversuchsfreier Methoden

Man muss wissen, dass der Kanton Freiburg ein Hauptspieler in der Schweizer Tierversuchsarena ist, insbesondere in der Grundlagenforschung. Ausser in der Freiburger Universität werden nur noch in Zürich Experimente an Affen durchgeführt.

Gemäss der neuesten Statistik des Bundesamtes für Veterinärwesen (BVET) wurden 2008 7'364 Tiere in den Freiburger Laboratorien getötet und 53 neue Tierversuche von den kantonalen Behörden zugelassen. Auf nationaler Ebene wurden 2008 schweizweit 731'883 Tiere benutzt, 15'578 im Schweregrad 3, d.h. 15,4% aller Versuchstiere. Der Schweregrad 3 beinhaltet Studien während denen der Tod des Tieres in Kauf genommen wird und wobei den Tieren schwere Leiden zugefügt werden. Es handelt sich dabei um Toxizitätstests, um das Verursachen schwerer Krankheiten, um Knochenbrüche, etc..

Man muss auch wissen, dass in der Schweiz in den letzten zehn Jahren der Gebrauch von Tieren systematisch zugenommen hat. Währenddem die Forschung erklärt, «wo immer möglich» auf tierversuchsfreie Methoden auszuweichen, zeigen die Statistiken, dass heute die gleiche Anzahl Tiere wie im Jahr 1995 verwendet wird.

Neben den dem Tier zugefügten Schmerzen, müssen auch jene die auf mangelhafte Unterbringung zurückzuführen sind, in Betracht gezogen werden. Dies gilt vor allem für zu kleine Käfige, auch wenn

diese den minimalen, gesetzlichen Ansprüchen entsprechen ! Dies trifft vor allem in der Haltung von Affen zu, die in wenig stimulierender Umgebung untergebracht sind und die den natürlichen Bedürfnissen nicht Rechnung tragen.

Die Freiburger Universität kauft Affen die nach den Experimenten getötet werden. Aber sie hat auch eine eigene Aufzucht. Dort werden die Jungtiere bis zu ihrem dritten Lebensjahr aufgezogen, bevor sie in den Tierversuch kommen. Obwohl die Konditionen für deren Unterbringung in den letzten Jahren verbessert wurden, und der Lebensraum der Makaken vergrössert wurde, so ist deren langjährige Haltung einzig und allein der Universität und der beauftragten Forscher genehm.

### Der Tierversuch : ein notwendiges «Übel» ?

Tierversuche werden hauptsächlich von den Forschern die diese praktizieren verteidigt. Sie geben an, dass es ohne den Tierversuch keine andere Möglichkeit gibt um Krankheiten zu studieren.

Es ist absolut korrekt, dass keine tierversuchsfreie Methode die Vielfalt und die Komplexität eines lebenden Organismus nachstellen kann. Der menschliche Körper ist ein technologisches Wunder, ein so komplexes Wunder, dass man sich fragt, worin eine Maus oder eine Ratte ihm ähnlich sein sollten.

Darum ist auch die Frage berechtigt, warum die Forschung am Tierversuch festhält, obwohl es klar ist, dass die biologischen Unterschiede zwischen den Spezies Resultate fälscht und deren Anwendung am Menschen unbrauchbar macht. Weshalb verwenden die Pharmaindustrie und die Universitäten ihre Mittel nicht dazu, tierversuchsfreie Methoden zu entwickeln, um schlussendlich vom Tierversuch wegzukommen?

Eine mögliche Antwort ist, dass das heutige System funktioniert und genügend Geld einbringt, um in diesem Fahrwasser weiter zu machen. Dies auch, weil Tierversuche nicht den selben Motivationen entsprechen, sei es in der privaten oder der öffentlichen Forschung.

Zu der privaten Forschung gehören vor allem die Pharmaindustrie und biotechnologische Firmen. Diese streben die Entwicklung neuer therapeutischer Moleküle an, um so neue Medikamente auf den Markt bringen zu können.

Nimmt man Kenntnis von den 2008 veröffentlichten Zahlen der Pharmariesen wie Novartis, Gewinn 9,3 Milliarden Franken, oder Roche, Gewinn 10,8 Milliarden Franken, so stellt man fest, dass ein, in die Forschung investierter Franken (10 bis 20% vom Umsatz) zwei Franken Gewinn bringt (2).

Die Aktionäre erhalten mehr Dividenden (3), die Geschäftsleitung weist sich selber «attraktive» Entlöhnung zu : 20,5 Millionen Gehalt für den Geschäftsleiter von Novartis, 55 Millionen für die Mitglieder des Exekutivkomitees. Roche zahlt seinem Verwaltungsratsprä-

sidenten 15,2 Millionen (19,5 Millionen an die übrigen Mitglieder), sowie 36,5 Millionen an die Direktionsmitglieder.

Man begreift somit, dass die Pharmaindustrie kein wirkliches Interesse daran hat, seine Praktiken zu ändern. Obwohl nur einige wenige neue Moleküle auf den Markt kommen, und die Zulassung neuer Medikamente langwierig und teuer ist und ein Grossteil davon nicht über den 3-Phasentest, aus Gründen von schweren Nebenwirkungen, kommt (4), so bringen Tierversuche doch enorme, finanzielle Gewinne.

Daher ist es kaum vorstellbar, dass Änderungen aus der Reihe der privaten Forschung angestrebt werden, es sei denn, diese würden vom Gesetz vorgeschrieben.

Der öffentlichen Forschung gehören hauptsächlich Universitäten und ETHs an. Obwohl sich ein Teil der Forschungsgruppen auf die Klinische Umsetzung ihrer Arbeiten konzentriert, widmen sich die Universitäten vor allem der Grundlagenforschung, d.h. ihre Forschung hat nicht zum Ziel, neue Medikamente auf den Markt zu bringen. So werden jedes Jahr tausende von Studien erstellt. Über die im Internet konsultierbare Datenbank Medline kann man sich ein Bild von der Reichweite der Forschungen machen. Mit dem Eintippen von Protein x oder von Gen Z stellt man fest, dass duzende von Forschern diese in all ihren Formen schon früher studiert haben. Einige Studien sind Wiederholungen, andere sind widersprüchlicher Natur. Man fragt sich also, aus welchem Grund all diese Studien auf die Beine gestellt wurden und was deren Ziel war ?

Einer der Gründe ist sicher, dass die akademische Karriere eines Forschers auf seinen wissenschaftlichen Publikationen beruht. Je mehr er publiziert, desto mehr wird seine Arbeit anerkannt und desto einfacher ist es für ihn, die nötigen finanziellen Mittel für seine Forschungen zu erhalten. Gleichzeitig steigt die Anerkennung bei seinen Kollegen. Er erhält eine Professur an einer Universität. Auch die Universität verbessert ihren Ruf, da ein vielpublizierter Forscher gut für den Erhalt finanzieller Mittel ist.

Daher geht kein Forscher das Risiko ein, seiner Karriere einen Riegel vorzuschieben, indem er tierversuchsfreie Methoden entwickelt und daher keine oder nur wenige Publikationen herausgibt. Es ist daher eine Illusion zu denken, dass sich die Universitäten auf diesen Weg begeben werden. Der Konkurrenzkampf zwischen den Forschern ist viel zu heftig um zu denken, dass einige von ihnen ein Studienfach wählen würden welches in akademischen Kreisen nur wenig Unterstützung findet.

## Haben tierversuchsfreie Methoden eine Zukunft ?

Angesichts des heutigen Systems könnte man denken, dass der Gebrauch von Tieren der einzige Weg ist, um eine ehrenhafte Karriere in der medizinischen Forschung zu machen. Dennoch wird die Zahl der Forscher die sich vom Tierversuch distanzieren immer grösser. Weniger aus ethischen Gründen, sondern vielmehr weil sie den Gebrauch von unzuverlässigem Studienmaterial verwerfen. Die Mehrheit dieser Forscher verfolgen ihre Karriere mit in vitro oder in silico Studien von biologischen Strukturen. Diese Studien repräsentieren zurzeit die Hälfte der laufenden Experimente. Trotzdem, und obwohl ein Umdenken seitens der Forscher stattfindet, benötigen diese doch ausschliesslich die schon existierenden Methoden, ohne wirklich zu der Entwicklung neuer, tierversuchsfreier Methoden beizutragen.

Die Zukunft tierversuchsfreier Forschung liegt teilweise in den Händen der jungen, zukünftigen Forschern. Immer mehr wird verlangt, dass sie nicht vom bestehenden System bestraft werden, wenn sie sich für diesen Weg entscheiden. Was kann man ihnen heute an Stelle der allmächtigen «Vivisektion» anbieten ?

## Und die Freiburger Universität ?

Mit einem Durchschnitt von 1'000 Studentinnen und Studenten ist die wissenschaftliche Fakultät der Freiburger Universität ziemlich bescheiden. Dies nicht nur in Anbetracht der 8'500 Studierenden der vier anderen Fakultäten, sondern auch im Vergleich zu den Nachbarkantonen Bern und Waadt.

Die Forschergruppen die am lebenden Material arbeiten glänzen auch nicht gerade in einer spezifischen Domäne. Die Studienbereiche sind ähnlich jener der Universitäten von Zürich, Bern, Waadtland und Genf. Was aber hat sie für Mittel ? Möchte die Universität von Freiburg mit den Polen von Zürich oder denjenigen vom Genferseegebiet konkurrenzieren ? Was gewinnt sie, wenn sie die Tierversuche beibehält, ausser dem Umstand, einige Verantwortliche die von dieser Praktik leben, zufrieden zu stellen (Beilage 1) ?

## Anerkennung der Freiburger Universität

Wenn es ein Fachgebiet gibt in dem sich die Freiburger Universität hervorheben könnte, so wäre es auf dem Gebiet der Entwicklung tierversuchsfreier Methoden. Viele Forscher wären bereit, sich mit diesem Gebiet zu beschäftigen, und warten nur darauf, dass eine Institution ihnen ein dynamisches Umfeld bietet. Die Universität könnte innert kürzester Frist zu einem Pol par excellence werden. Ein Engagement in diesem Sinn wäre auch konform mit der langen humanistischen Tradition der Universität und würde zu der Qualität des an der medizinischen Fakultät vermittelten Lehrstoffes beitragen.

Erfreulich ist, dass sich andere Universitäten – endlich – auf diesem Gebiet engagieren. Erwähnt sei die Universität von Genf wo am 5. März 2009 der erste Lehrstuhl in der Schweiz für tierversuchsfreie Methoden eingeweiht wurde. Während der Einweihungsfeier erwähnte der Dekan der medizinischen Fakultät : «Dieser Lehrstuhl setzt ein Zeichen in der Entwicklung und der Praxis in der Wissenschaft der Schweiz, sowohl im Bereich des Lehrstoffes als auch in der Forschung. Der Lehrstuhl gibt uns die Möglichkeit, eine Vision wahr werden zu lassen und sich klar auf einem neuen Weg zu engagieren».

Die Universität Freiburg könnte ihrerseits ein Zeichen in der Entwicklung experimenteller Praktiken setzen die uns nur erfreuen würde. Die Universität muss in der medizinischen Forschung unbedingt nicht nur auf die Affenexperimenten, sondern auf Experimente an allen Tierarten verzichten, und muss sich auf neuen, ethisch vertretbaren Wegen orientieren die wirklich dem Wohl der Menschen dienen.

Wir danken für Ihre Kenntnisnahme und stehen für weitere Informationen jederzeit zu Ihrer Vergütung.

Mit freundlichen Grüissen.

LSCV, ATRA, AGSTG

Beilagen: erwähnt

Kopie : Frau Staatsrätin Isabelle Chassot

Anmerkungen und Beilagen:

[www.lscv.ch/pages/news/sgc\\_de.html](http://www.lscv.ch/pages/news/sgc_de.html)

► Fortsetzung unseres Dossiers

## «Vivisektion in der Schweiz an 100 Vögeln einer auf der Roten Liste eingetragenen Art bewilligt»

Im Jahr 2008 (siehe Ausgaben Nr. 20 und 22 unserer Zeitung) berichteten wir darüber, dass wir beim Staatsanwalt von Solothurn gegen Dr. Bize, einen Waadtländer Wissenschaftler, und das Kantonale Veterinäramt Solothurn (KVA) Klage eingereicht hatten.

**Nach über einem über zweijährigen Verfahren bestätigte der Solothurner Staatsanwalt die Verstösse gegen das Tierschutzgesetz und reichte einen Strafantrag ein**

1) gegen Dr. Bize, wegen «nicht bewilligtem Vorgehen» (Einschnitte und unter die Haut eingesetzte Tablette grösser als im Gesuch angegeben), wobei er «in Kauf nahm, dass den Tieren Schmerzen und Schäden zugefügt wurden, die für den verfolgten Zweck vermeidbar gewesen wären»;

2) gegen das Kantonale Veterinäramt von Solothurn, wegen nicht Vorlegung des Gesuchs einer unabhängigen kantonalen Tierversuchskommission.

Das Dossier wurde im September dem Gericht in Solothurn-Lebern übergeben.

Das gesamte Dossier kann auf unserer Website unter [www.lscv.ch/pages/experimentation\\_animale/bize/comunique.html](http://www.lscv.ch/pages/experimentation_animale/bize/comunique.html) heruntergeladen werden.



► 13. Oktober 2009 – Versuche mit Affen an der ETH und der Universität

## Bundesgericht lehnt

**Nach einem dreijährigen Verfahren legte das Bundesgericht (BG) vor Versuchen an Affen befasste. Die Rechtsinstanz lehnte den Rekurs von Instituts der ETH und der Universität Zürich ab.**

Im Januar 2006 hatten die Forscher im Kanton Zürich den Antrag gestellt, Tierversuche an Makaken durchführen zu können. Sie wollten zwei Forschungsprojekte zur Plastizität und den Microcircuits (Mikroschaltkreisen) lancieren. In der Schweiz stellen Wissenschaftler pro Jahr rund 800 bis 900 neue Anträge auf Tierversuche, von denen im Schnitt nur eine Handvoll abgelehnt wird. In Anbetracht dieser Tatsache war damit zu rechnen, dass die beiden besagten Gesuche eine reine Formalität darstellten.

Diesmal sollte es aber anders kommen. Die kantonale Tierversuchskommission erachtete die zu erzielenden Resultate als unzureichend und lehnte die Versuche in Anbetracht der Leiden und Schmerzen ab, die damit für die Tiere verbunden waren. Die Wissenschaftler reichten mehrmals Rekurs gegen den Entscheid der Kommission ein, hatten damit aber keinen Erfolg. Daraufhin beschloss das kantonale Veterinäramt (KVA), den Kommissionsentscheid in den Wind zu schlagen. Im Oktober 2006 erteilte es die gewünschten Bewilligungen. Das Amt wurde aber vehement zurückgepfiffen.

Wie der vorliegende Fall zeigt, kann der Entscheid einer kantonalen Behörde angefochten werden, auch wenn dieser den entsprechenden Kläger nicht direkt betrifft. Da weder eine Maus, noch ein Alpensegler oder ein Makake je ein Gerichtsverfahren wegen Gesundheitsschädigung beantragt haben, traten bis anhin nur Wissenschaftler als Kläger auf. Diese fochten meist Einschränkungen an, welche ihnen die Behörden im Zusammenhang mit ihren Tierversuchen auferlegten.

Bleibt zu hoffen, dass der Beschluss des BG darauf zurückzuführen ist, dass unsere Gerichte die durch Inkompetenz oder mangelnden Willen einer Behörde verursachten Schäden vermehrt zur Kenntnis nimmt. Zu viele Kantone erteilen heute noch Bewilligungen für Tierversuche, ohne deren wissenschaftliches Interesse im Vergleich zu den damit für die Tiere verbundenen Leiden zu evaluieren. Der Beschluss sowohl des kantonalen Verwaltungsgerichtes als auch des Bundesgerichtes scheinen einen klaren Aufruf an die kantonalen Behörden darzustellen, die Gesetzgebung zu berücksichtigen und korrekte Arbeit zu leisten.

Eher überraschend fiel die Reaktion der Presse auf den Entscheid des BG aus. Eine beunruhigend grosse Anzahl Journalisten schreckte nicht davor zurück, ihre wenig objektive Sicht des Dossiers darzustellen. Dies galt insbesondere für das Verfahren an sich. So war in den Zeitungen zu lesen, eine „Tierschutzkommission“ habe den Rekurs in die Wege geleitet. Tatsächlich gehören aber nur drei Tierschutzvertreter dieser kantonalen Kommission an, deren korrekte Bezeichnung „Tierversuchskommission“ lautet. Sie besteht aus elf Mitgliedern, von denen drei die Universität und ein

Mitglied die ETH vertreten. Der Entscheid, die Versuche abzulehnen, wurde von der Mehrheit der Kommission getroffen. Von einem missbräuchlichen Entscheid einer „Tierschutzkommission“ kann somit in keiner Weise die Rede sein.

Einmal mehr auf's Tapet gebracht wurde auch das ewige Schreckgespenst der „Flucht der Wissenschaftler“, welche die Schweiz verlassen und in einem freundlicher gesinnten Land ohne Tierschutzgesetz eine neue Heimat suchen. Einen idealen Aufenthaltsort stellt auch ein Land dar, das zwar über ein Gesetz verfügt, sich aber nicht



Zürich

**ab**

**kurzem definitiv ein Dossier ad acta, das sich mit zwei Wissenschaftlern des neuroinformatischen**

daran hält, was häufig der Fall ist. Bezuglich der Pharmagesellschaften wie Roche oder Novartis ist darauf hinzuweisen, dass diese seit langem über zahlreiche Filialen auf allen Kontinenten verfügen. Der Entscheid des BG hindert diese Unternehmen somit in keiner Weise daran, umstrittene Versuche durchzuführen. Solche Experimente erfolgen schon seit langem im Ausland. Die an unseren Universitäten betriebene Forschung wird hauptsächlich von Steuergeldern finanziert. All die Wissenschaftler, die ständig damit drohen, unser Land zu verlassen, sollen dies doch endlich tun und ihren Platz einer jungen Forschergeneration überlassen, die mit Alternativmethoden arbeiten möchte. An der finanziellen Unterstützung, die der medizinischen Forschung gewährt wird, würde dies nichts ändern – sie käme einzig anderen Forschern zugute. Das würde aber mit Sicherheit niemanden stören.

Der Redaktionsvorstand



Der in der Juniausgabe 2007 unserer Zeitung veröffentlichte Bericht zum ersten Zürcher Verbot von Tierversuchen kann auf unserer Website unter dem Menü „Medien“ eingesehen werden. Konsultieren Sie anschliessend die Rubrik „Zeitungarchive“.

## Chronologie

**Januar 2006 :** Wissenschaftler des neuroinformatischen Instituts der ETH und der Universität Zürich reichen bei der kantonalen Zürcher Behörde, welche durch das kantonale Veterinäramt (KVA) vertreten wird, zwei Anträge auf Tierversuche ein. Wie gesetzlich vorgeschrieben (siehe nebenstehend) leitet das KVA die Anträge der Wissenschaftler an die kantonale Tierversuchskommission weiter. Die Kommission verlangt von den Wissenschaftlern weitere Informationen und fordert drei unabhängige Gutachten.

**September 2006 :** Die Mehrheit der Kommissionsmitglieder lehnt die beiden Gesuche ab. Sie sind der Ansicht, diese missachteten die Würde der Tiere. Zudem würden sie den Tieren am erwarteten Kenntnisgewinn gemessen unverhältnismässige Schmerzen und Leiden bereiten.

**Oktober 2006 :** Trotz des negativen Gutachtens der Kommission erteilt das KVA den Wissenschaftlern die beiden Bewilligungen.

**November 2006 :** Die Kommission legt bei der Kantonsregierung gegen die vom KVA erteilten Bewilligungen Berufung ein.

**Februar 2007 :** Die Kantonsregierung heisst die Berufung der Kommission gut und verbietet die beiden Tierversuche.

**März 2007 :** Die Wissenschaftler legen beim Verwaltungsgericht gegen den Entscheid Rekurs ein.

**März 2008 :** Nachdem sich das Verwaltungsgericht zweimal mit den Argumenten der Kantonsregierung, des KVA, der Kommission und der Wissenschaftler befasst hat, lehnt es den Rekurs ab und erhält sein Verbot der Tierversuche aufrecht. Es betont insbesondere, der wissenschaftliche Nutzen der Versuche sei nicht ausreichend bewiesen worden.

**Juni 2008 :** Die Wissenschaftler legen beim Bundesgericht Rekurs gegen den Entscheid des Verwaltungsgerichtes ein.

**13. Oktober 2009:** Das Bundesgericht lehnt den Rekurs der Wissenschaftler ab. Das Dossier wird ad acta gelegt und die Versuche werden definitiv verboten.

## Gesetzliche Grundlage und praktische Durchführung von Tierversuchen

Die Durchführung von Tierversuchen ist im Tierschutzgesetz (TSchG) und der entsprechenden Verordnung (TSchV) geregelt. Das TschG trat 1978, die TSchV 1981 in Kraft. Das Gesetz wurde 2005 vollständig revidiert, die Verordnung 2008. Die neuen Texte traten am 1. September 2008 in Kraft. Von Bedeutung sind insbesondere folgende Artikel:

### Artikel 17 (TSchG) Beschränkung auf das unerlässliche Mass

Tierversuche, die dem Tier Schmerzen, Leiden oder Schäden zufügen, es in Angst versetzen, sein Allgemeinbefinden erheblich beeinträchtigen oder seine Würde in anderer Weise missachten können, sind auf das unerlässliche Mass zu beschränken.

### Artikel 137 (TSchV) Kriterien für die Beurteilung des unerlässlichen Masses von belastenden Tierversuchen

- 1 Die Gesuchstellerin oder der Gesuchsteller muss belegen, dass das Versuchsziel in Zusammenhang mit der Erhaltung oder dem Schutz des Lebens und der Gesundheit von Mensch und Tier steht, neue Kenntnisse über grundlegende Lebensvorgänge erwarten lässt, dem Schutz der natürlichen Umwelt dient.
- 2 Sie oder er muss außerdem belegen, dass das Versuchsziel mit Verfahren ohne Tierversuche, die nach dem Stand der Kenntnisse tauglich sind, nicht erreicht werden kann.
- 4 Ein Tierversuch und dessen einzelne Teile müssen so geplant werden, dass die kleinste notwendige Anzahl Tiere eingesetzt und die geringstmögliche Belastung der Tiere angestrebt wird (...).

### Rolle der kantonalen Tierversuchskommission

Die Rolle der Tierversuchskommission ist im Tierschutzgesetz (TSchG) sowie in der entsprechenden Verordnung (TSchV) geregelt. Von Bedeutung sind insbesondere folgende Artikel:

### Artikel 34 (TSchG) Kantonale Kommission für Tierversuche

1 Die Kantone bestellen je eine aus Fachleuten zusammengesetzte Kommission für Tierversuche, die von der Bewilligungsbehörde unabhängig ist und in der die Tierschutzorganisationen angemessen vertreten sind. Mehrere Kantone können eine gemeinsame Kommission einsetzen.

2 Die Kommission prüft die Gesuche und stellt Antrag an die Bewilligungsbehörde. Sie wird für die Kontrolle der Versuchstierhaltung und der Durchführung der Versuche beigezogen. Die Kantone können ihr weitere Aufgaben übertragen.

### Artikel 139 (TSchV) Bewilligungsverfahren

4 Die kantonale Behörde überweist Gesuche für belastende Tierversuche an die kantonale Tierversuchskommission und entscheidet auf Grund des Antrags der Kommission. Entscheidet die kantonale Behörde gegen den Antrag, so begründet sie dies gegenüber der Kommission.

## Editoriale

Cari Soci,  
Care lettrici e cari lettori

In questa fine anno 2009, desideriamo rivolgervi i nostri più calorosi ringraziamenti per il sostegno che continuate a darci malgrado la congiuntura economica difficile. Dopo qualche anno di scarsi progressi visibili per gli animali nel campo della sperimentazione animale, l'anno appena trascorso è stato marcato da diversi fatti positivi.

In primo luogo richiamiamo la creazione in Svizzera della prima cattedra universitaria di insegnamento dei metodi alternativi (alla sperimentazione animale), inaugurata il 5 marzo 2009 presso l'Università di Ginevra. Ci rallegriamo che la creazione di questa cattedra sia diventata realtà in seno ad un'istituzione in cui numerosi scienziati sono tuttora refrattari a qualsiasi evoluzione. Il rettore della facoltà di medicina aveva dichiarato che questa cattedra « non è solo destinata a sviluppare nuove impostazioni tecnologiche ma anche a cambiare le mentalità »: ci auguriamo che sia ascoltato. Il finanziamento di questa cattedra è garantito, per i prossimi cinque anni, da fondi privati provenienti da organismi di protezione degli animali, la LSCV, e la Fondazione E.Naef.

Nell'aprile 2009, la ditta Epithelix ha ricevuto il premio RED HERRING 2009, che ricompensa le 100 aziende più promettenti in Europa. Sostenuta finanziariamente al momento della sua creazione nel 2006 dalla fondazione E.Naef e dalla LSCV, questa ditta specializzata nello sviluppo di modelli di cellule e tessuti umani dimostra che è possibile impegnarsi economicamente su questa strada. Epithelix distribuisce i suoi modelli alternativi a gruppi di ricerca ed industrie che studiano le malattie respiratorie umane, sostituendo in tal modo numerosi esperimenti fino ad allora svolti su animali.

In agosto ed ottobre 2009, gli Uffici veterinari di Soletta e Zurigo sono stati richiamati all'ordine per decisione giudiziaria, in seguito al rilascio di autorizzazioni di esperimenti su animali e scimmie. Allorchè fino ad oggi le autorità cantonali potevano difficilmente essere attaccate in materia di sperimentazione animale, queste due decisioni rese dopo molti anni di procedure sono particolarmente soddisfacenti in particolare per la LSCV che aveva denunciato uno dei due casi. Questi due dossier sono trattati negli articoli a pagina 30 e 31.

Per il 2010, la LSCV prevede di proseguire le azioni nel campo dei metodi alternativi. È ora che il pubblico prenda coscienza che è possibile immaginare e concepire la ricerca medica in un altro modo. La ricerca medica non è soddisfacente né da un punto di vista etico né da un punto di vista scientifico. Ma se vogliamo veramente provocare un cambiamento dei metodi di lavoro e suscitare vocazioni nel campo delle alternative, occorrono mezzi finanziari sufficienti. Non c'è bisogno di stanziare fondi supplementari per la ricerca per consentirne lo sviluppo. Basta trasferirli: ossia il denaro pubblico utilizzato per la sperimentazione animale deve essere trasferito allo sviluppo dei metodi alternativi! I progressi saranno spettacolari, per il bene non solo degli animali così salvati ma anche per la salute di tutti noi.

Vi inviamo i nostri più calorosi auguri di Buone Feste.

Il Comitato

Tanti calorosi auguri per il 2010 ai nostri Soci e simpatizzanti!

Alles Gute zum 2010

Meilleurs Vœux 2010  
à tous nos Membres et  
Sympathisants !

La suprastonza engrazia  
a ses numerus comembres  
e simpatisans

### Che cos'è un metodo sostitutivo?

Si tratta di un metodo che non fa ricorso all'animale vivo. I metodi sostitutivi – chiamati anche alternativi – utilizzano tra l'altro colture di cellule o tessuti umani nonché modelli informatici.



I progressi spettacolari registrati nei loro sviluppi consentono oggi agli scienziati di studiare certe patologie umane su materiale umano, invece che sugli animali.

### IMPRESSUM Lega svizzera contro la vivisezione

Fondata nel 1883, la LSCV è un'associazione ai sensi dell'art.60 del codice civile. Persegue i seguenti obiettivi: Combattere con tutti i mezzi legali, fino alla sua abolizione totale, la pratica di esperimenti medici, scientifici, militari, industriali o commerciali sugli animali vivi (vivisezione). Far riconoscere ed incoraggiare finanziariamente la messa a punto e lo sviluppo di tutti i metodi scientifici sostitutivi ed alternativi alla sperimentazione animale. Il finanziamento della LSCV proviene esclusivamente da doni e lasciti. La LSCV non riceve alcun sussidio da parte dei poteri pubblici, motivo per cui gode di una totale indipendenza. Riconosciuta di pubblica utilità, la LSCV è esente da imposte ed i doni superiori a CHF 100.- che le sono rivolti, possono essere detratti fiscalmente. Conformemente all'articolo 19 dei suoi statuti, la LSCV non ha scopo di lucro ed i suoi averi possono essere utilizzati esclusivamente per il conseguimento degli obiettivi perseguiti.

**Pubblicazione:** Giornale trimestrale. Salvo diversa indicazione, gli articoli sono redatti dalla LSCV. **PAO e maquette :** LSCV **Tipografia:** Edipress, su carta riciclata Snow-Print 60 gm2 **Comitato di redazione:** Luc Fournier, Michèle Loisel, Max Moret **Indirizzo:** Chemin des Arcs-en-Ciel 3, Case postale 148, CH - 1226 Thônex / GE **T 022 349 73 37 F 022 349 19 54 admin@lscv.ch** - www.lscv.ch - Quota annua dei Soci: Minimo CHF 15.— **CCP 12-2745-6** **L'ufficio è aperto da lunedì a venerdì dalle 9.00 alle 12.00 e dalle 14.00 alle 17.00:** **Permanenza in francese:** da lunedì a venerdì. **Permanenza in tedesco:** lunedì, martedì mattina, mercoledì, giovedì mattina. **Permanenza in italiano:** martedì pomeriggio, giovedì pomeriggio, venerdì.

► Per la sostituzione delle sperimentazioni animali con nuovi metodi sostitutivi

# Grande concorso per il nostro manifesto

**La Lega svizzera contro la vivisezione (LSCV) lancia un concorso aperto a tutti.**

**Si tratta di realizzare il visuale di una campagna pubblicitaria nazionale che si svolgerà in Svizzera dal 19 maggio al 2 giugno 2009. 1200 manifesti di formato F4 (89,5x128 cm) e F12 (268,5x128 cm) saranno affissi per le strade dei cantoni di Zurigo, Basilea, Berna, Vaud, Ginevra, Friborgo, San Gallo, Vallese, Neuchâtel e Argovia.**

## Una campagna nazionale: perchè?

Se la sperimentazione animale resta un argomento controverso, l'idea che senza di essa la ricerca medica « si ferma » è tuttora solidamente radicata nell'opinione pubblica. La nostra campagna mira dunque principalmente ad informare la popolazione quanto ai metodi di ricerca in grado di sostituire gli animali nella ricerca medica (metodi detti sostitutivi o alternativi). Infatti, sostenere oggi che l'utilizzazione di animali è essenziale per studiare le patologie non ha più senso. Da una decina d'anni, sono stati compiuti progressi spettacolari nel settore dei metodi sostitutivi. Che sia a livello cellulare, della tecnica dell'imaging o dello sviluppo di modelli bioinformatici, numerosi studi sono attualmente svolti senza il minimo ricorso agli animali.

La messa a punto di metodi sostitutivi sufficientemente efficaci per studiare certe patologie, si prospetta comunque difficile. Evidentemente c'è in gioco una sfida scientifica ma il primo problema da risolvere riguarda la mancanza di sostegno finanziario apportato ai metodi sostitutivi.

Facciamo presente che per adempiere all'obbligo legale (art.22 LPDA) di sostenere i metodi sostitutivi, la Confederazione ha istituito, una ventina di anni fa, la Fondazione 3R. Nel n° 25 del nostro giornale (settembre 2009), abbiamo rivelato che questa fondazione di fatto opera con un misero budget annuo di Fr 800'000.-, che il suo Consiglio è infiltrato da rappresentanti delle industrie farmaceutiche e da attivi difensori della sperimentazione animale in seno al Parlamento federale. A titolo comparativo, il Fondo nazionale svizzero per la Ricerca scientifica (FNS) ha attribuito nel 2008 – su un budget complessivo di 662 milioni - oltre 280 milioni di franchi per sostenere i progetti di ricerca della divisione 3 « biologia e medicina », di cui la metà implica direttamente esperimenti animali.

## Nessun cambiamento è possibile senza volontà politica

Interrogato dal quotidiano *Le Temps* a margine della nostra manifestazione ZUGETIVE a Friborgo (p.28) sulla mancanza di sostegno ai metodi sostitutivi, O. Schipper del servizio

stampa ed informazioni dell'FNS ha dichiarato : « *Lo scopo dell'FNS è la promozione della ricerca in base a criteri di eccellenza scientifica (...), che si tratti, senza posizioni aprioristiche, di sperimentazione animale o di metodi alternativi. Per orientare una parte più consistente dei fondi verso lo sviluppo di questi ultimi, sarebbe necessario lanciare un programma di ricerca orientata. Ciò che dipende dalla volontà politica* ».

Almeno le cose sono chiare: non c'è da aspettarsi il minimo cambiamento nel modo di fare dell'FNS a meno che non vi sia obbligato dal suo finanziatore principale: la Confederazione ed i contribuenti.

Per questo motivo, questa campagna mira anche ad aprire il dibattito sulle modalità di

funzionamento delle nostre istituzioni ed informare su questo sistema che fa sì che coloro che vivono della sperimentazione animale sono gli stessi che decidono quali progetti o gruppi di ricerca saranno sostenuti finanziariamente nelle nostre università.

## Consegna dei premi

Il termine per la consegna dei progetti di manifesti è stato fissato al 15 marzo 2010. La consegna dei premi si svolgerà il 9 aprile 2010 a Ginevra per i manifesti francofoni ed il 16 aprile 2010 a Zurigo per i manifesti svizzeri tedeschi.

Ulteriori informazioni sulla consegna dei premi saranno pubblicate nel nostro giornale del prossimo marzo. Il regolamento completo del concorso può essere telecaricato in francese sul nostro sito Internet a pagina [www.lscv.ch/pages/news/concours\\_fr.html](http://www.lscv.ch/pages/news/concours_fr.html) o in tedesco a pagina [www.lscv.ch/de/pages/news/wettbewerbe.html](http://www.lscv.ch/de/pages/news/wettbewerbe.html)

## Galleria ANIMIST Espace

**È in questa nuova galleria, situata a Ginevra, Rue Louis-Aubert 4, che si svolgerà la consegna dei premi per i manifesti francofoni il 9 aprile 2010 alle 19. Sarà inoltre esposta una selezione dei migliori progetti, fino al 23 aprile.**

All'origine dell'allestimento di questo spazio dedicato alla cultura amerindiana troviamo Anne Perzof, attiva militante della causa animale. L'obiettivo della galleria è rivisitare il nostro rapporto con la natura e riflettere su come e perché l'uomo cosiddetto civilizzato è giunto al punto di vederla come un'entità inerte.

Le opere animiste presentate, siano esse pittoriche, letterarie o musicali, rimettono in causa questa visione riduttiva della vita. Perchè la voce dei popoli animali (o popoli primi) è essenziale: attraverso una visione artistica decisamente moderna, si riscopre che la terra possiede una forza creatrice, che è capace di autodeterminarsi, che è un essere vivente. Questa concettualità primale è effettivamente il sapere delle origini e continua discretamente ad influire sulla nostra esistenza, assumendo oggi le forme di un linguaggio, un'ideologia, un'arte, l'arte animista, il cui disegno intimo è rendere giustizia alla natura ed agli animali che la creano in ogni istante.

### Invito al vernissage della galleria il 4 dicembre 2009

L'inaugurazione ufficiale della galleria coinciderà con il vernissage della mostra di dipinti e fotografie «RESERVATION ANIMOOSH» dell'artista Rez Dog Atjecoutay, venerdì 4 dicembre 2009 dalle 17 alle 21.

### Galerie ANIMIST espace

Rue Louis-Aubert 4 - 1206 Ginevra - Apertura: Gio-Lun: 13.30 – 19.30  
T +41 (0)22 346 16 07 - [info@animistespace.ch](mailto:info@animistespace.ch) - [www.animistespace.ch](http://www.animistespace.ch)



► Campagna a favore della cessazione della vendita di *foie gras* dal gruppo MIGROS



# Migros senza *foie gras*

**Le feste di fine anno non sono purtroppo una festa per polli, tacchini o quant'altro. Arrosto, farciti, al forno: è così che arrivano nei nostri piatti.**

La carne fa parte della nostra quotidianità alimentare e spesso risulta difficoltoso adottare un regime completamente vegetariano o vegetaliano. In molti ristoranti, il «menu vegetariano» si riduce il più delle volte ad un piatto di pasta al pomodoro. Ai pranzi o alle cene, la presenza di un ospite per il quale si deve far confezionare un pasto speciale è problematica. Come se almeno una volta un pasto non potesse essere interamente vegetariano.

Ma ci sono degli alimenti che persino i carnivori più convinti dovrebbero rifiutare nei loro piatti. Certi animali sono allevati ed uccisi in condizioni talmente ignobili che il piacere gustativo procurato dalla loro degustazione dovrebbe essere irremediabilmente rovinato.

Eppure non è così. Persino attivi protettori degli animali continuano a leccarsi i baffi mangiando cosce di rana (smembrate per lo più vive e lasciate agonizzanti fino alla morte), di quaglie (allevate in batteria, accatastate in poche gabbie) o di *foie gras*.

Malgrado le condizioni di allevamento denunciate da tanti anni questa «delicatesse», invece di vedere la sua produzione diminuire, continua, al contrario, ad attrarre numerosi consumatori.

A prescindere dalle qualità che gli si possono trovare, il consumo di fegati provenienti da animali ingozzati dovrebbe dare la nausea a chiunque abbia un minimo di compassione per la sofferenza altrui. Se i produttori cercano di minimizzare le sofferenze imposte a questi animali mostrando allevamenti cosiddetti rispettosi e senza costrizioni per gli animali, numerosi film girati con telecamere nascoste dimostrano che le cose sono ben diverse una volta richiuse le porte di questi allevamenti. Animali selvaggiamente intubati, ingozzati in tempo record, che soffrono di infiammazioni per via della ripetizione degli ingozzamenti e di altre malattie ... La produzione di *foie gras* altro non provoca che miseria e sofferenza animale.

Le coscenze cominciano però a risvegliarsi. Un numero crescente di negozi alimentari, in particolare COOP e DENNER, rifiutano di vendere *foie gras* proveniente da animali ingozzati. Quanto alla Migros, se è vero che ha rinunciato a vendere questo prodotto nelle sue succursali svizzere tedesche, continua però a distribuirlo in Svizzera romanda e sul suo sito di vendita on-line LeShop. Ancor più deludente il fatto che ne fa addirittura la promozione ed insegna il modo migliore di cucinarlo nelle sue scuole club!

## Metodi di produzione del *foie gras*

Il *foie gras* (letteralmente fegato grasso, ndt) è l'organo di un'oca o di un'anatra, reso malato dalla sovralimentazione dell'animale che viene ingozzato di forza più volte al giorno, mediante un tubo metallico lungo tra 20 e 30 centimetri infilato nel gozzo fino allo stomaco. Per due o tre settimane, l'animale ingerisce in qualche secondo una quantità di mais tale che il suo fegato finisce col diventare dieci volte più voluminoso del normale. Peraltra molti animali muoiono prima della data prevista per l'uccisione.

La quantità di mais di un solo ingozzamento equivalebbe, per un essere umano, all'ingestione rapidissima di 10 kg di cibo.



## Azione « cartolina contro il *foie gras* »

**Ringraziamo anticipatamente tutti i nostri lettori che desiderassero manifestare il proprio scontento firmando ed inviando alla Migros la cartolina allegata al presente numero. Si tratta di un'azione dell'associazione «*Migros senza *foie gras**» sostenuta dalla LSCV e molti altri organismi di protezione degli animali.**

Saranno portate avanti altre azioni, tra cui allestimento di stand informativi, distribuzione di volantini e manifestazioni davanti alle Migros romande. Tramite queste azioni, ci auguriamo che la Migros si renderà conto che promuovere un alimento la cui produzione genera tali sofferenze non è motivo di orgoglio.

**Tutte le persone che desiderano sostenere questa azione** possono consultare il calendario delle manifestazioni sul sito [www.migras.ch](http://www.migras.ch) oppure mettersi in contatto con l'associazione all'indirizzo mail seguente: [contact@migras.ch](mailto:contact@migras.ch)



## Città vegetariana

**Per motivi ecologici o etici, certe città ed aziende cominciano a promuovere il vegetarianismo.**

È così che da maggio 2009, la città di Gand in Belgio ha istituito i «giovedì vegetariani». Un giorno alla settimana, carni, pesci ed uova sono esclusi dai pasti serviti nelle mense pubbliche (amministrazioni, scuole, ecc.). A tutt'oggi, circa un centinaio di ristoranti privati hanno scelto di prendere parte a questa azione.

**Dallo scorso luglio, per un giorno alla settimana non si mangia più carne nelle mense del fabbricante di materiale sportivo PUMA.** I 10'000 collaboratori della ditta sono invitati a ridurre il loro consumo di carne per contribuire alla tutela dell'ambiente. Stando ad un rapporto della FAO (organismo dell'ONU per l'alimentazione), l'allevamento di bestiame ed il consumo di carne sono responsabili del 18% delle emissioni di gas ad effetto serra.

## 15a Mostra internazionale di animali di compagnia

# animalia 2009

Con 24'000 entrate il 17 e 18 ottobre, Animalia resta l'esposizione animale più importante in Svizzera. Molti visitatori si sono recati sul nostro stand, ed abbiamo particolarmente apprezzato la visita di numerosi soci della Lega. Per la prima volta c'era uno spazio dedicato ai cosmetici non testati sugli animali. Abbiamo scelto di presentare unicamente prodotti esenti da sostanze chimiche oppure certificati BIO (Ecocert, BDIH e Natrue). Le marche svizzere FARFALLA, LI COSMETIC e la tedesca PRIMAVERA LIFE erano proposte sotto forma di campioncini nonché alla vendita. Comunque, non avendo la Lega vocazione commerciale, l'obiettivo principale era far conoscere questi prodotti ad un pubblico più vasto.



## CRACI

Ad Animalia era presente anche il Club romando degli amici dei porcellini d'India (CRACI). Fondato nel 2003, il CRACI raggruppa volontari che curano e ricollocano porcellini d'India principalmente nei cantoni di Vaud e Neuchâtel, in collaborazione con l'associazione Borta. Gli animali sono accolti dai volontari dell'associazione, i maschi sono castrati per evitare la riproduzione.

Per sostenere il CRACI o ottenere informazioni complementari sugli animali in adozione: **CRACI, Tatrel 21, 1617 Tatroz - www.craci.org - CCP 17-303795-9**



Un calorosissimo ringraziamento a Sara Devantéry e Melinda Rost che ci hanno offerto, come sostegno alle nostre azioni, una cinquantina di «gatti» di cioccolato. Messi in vendita sul nostro stand, hanno riscosso un grande successo tra i visitatori.

Altri prodotti di cioccolato, fabbricati artigianalmente nella cioccolateria Melinda, sono tutti da scoprire sul posto, rue de la Gare 12, 1607 Palézieux-Gare.  
[www.melinda-chocolat.ch](http://www.melinda-chocolat.ch)



Non comprate animali nei negozi o presso gli allevatori: i rifugi accolgono tanti animali di tutte le specie e certamente quello di cui sognate...

## Tierschutz.ch

Vicino al nostro stand, l'organismo a scopo non lucrativo Edition Protection des Animaux Zurich (Tierschutz.ch) informava il pubblico sulle sue database on-line. Quando un animale è perduto, trovato, o se ne vuole adottare uno, è possibile utilizzare una delle tre banche dati disponibili. La loro utilizzazione è gratuita ed il loro contenuto molto completo per via del contratto di collaborazione concluso con 14 cantoni e diversi servizi veterinari cantonali. Tierschutz.ch è una filiale della SPA di Zurigo. Finanzia la totalità delle sue attività grazie ai doni che riceve.



Anne Bachmann, responsabile per la Svizzera romanda  
Informazioni : T 0848 848 620 - [info@tierschutz.ch](mailto:info@tierschutz.ch)  
[www.animali-smarriti.ch](http://www.animali-smarriti.ch) - [www.animali-trovati.ch](http://www.animali-trovati.ch) - [www.animali-abbandonati.ch](http://www.animali-abbandonati.ch)



Situata tra Bruxelles e Bruges, la città di Gand conta 240'000 abitanti

## Abbonatevi a Végi-Info

Per scoprire nuove ricette vegetariane o per informarvi su questo argomento, potete abbonarvi alla rivista trimestrale dell'Associazione Svizzera per il Vegetariano (ASV). La rivista è distribuita in tedesco e francese e l'abbonamento costa soltanto Fr.25.- all'anno.

**Contatto :** Végi-Info, Bahnhofstrasse 52, CH – 9315 Neukirch  
[asv@vegetarismus.ch](mailto:asv@vegetarismus.ch) - [www.vegetarismus.ch](http://www.vegetarismus.ch)

# ZUGETIVE 2009



Foto Herbig-Dit

**Resoconto della seconda edizione della nostra giornata di azione ed informazione « Insieme contro la sperimentazione animale » svoltasi sabato 19 settembre 2009 sulla Piazza Georges-Python a Friborgo.**

Come l'anno scorso a Berna per la prima edizione di ZUGETIVE, erano riuniti sotto un tendone gli stand informativi di ATRA, AGSTG e LSCV, le tre associazioni organizzatrici.

Andréas Item e Massimo Tetamanti hanno tenuto una conferenza sui metodi alternativi, alcuni dei quali erano presentati in formato reale, segnatamente due modelli di addestramento alla microchirurgia che consentono di sostituire i maiali ed i ratti consuetamente utilizzati per questi esercizi. I visitatori hanno potuto provare diversi programmi informatici che sostituiscono i roditori e gli anfibi utilizzati solitamente per

le eterne dissezioni praticate da decenni nei nostri atenei.  
Sotto una tenda esterna erano proiettati film sulla sperimentazione animale. Alla fine della giornata, è partito un corteo dalla Piazza Georges-Python che si è snodato per le strade di Friborgo in direzione dell'Università di Pérolles, che detiene ed utilizza scimmie per la sperimentazione animale.

## Polizia, polizia...

Sono stati mobilitati numerosi agenti di polizia per inquadrare la manifestazione. Le macchine della polizia ed i veicoli antisommossa non erano molto discreti. Ci rincresce inoltre che la polizia abbia deciso di filtrare l'arrivo dei partecipanti nella stazione di Friborgo effettuando numerosi controlli e fermando arbitrariamente 13 persone.

Eppure manifestare è un diritto democratico e c'è di che rallegrarsi che gli oppositori alla sperimentazione animale manifestino a viso scoperto e per le strade invece di agire nell'ombra ed in modo anonimo.



## Le stranezze dell'Università di Friborgo

**Se lo spiegamento di forze dell'ordine sembra dovuto alle azioni mirate contro Novartis quest'estate, l'atteggiamento dell'Università di Friborgo non è sicuramente estraneo a questa situazione.**

Non appena venuta a conoscenza della manifestazione ZUGETIVE, l'Università di Friborgo ha deciso di allestire una contromanifestazione lo stesso giorno, annunciando «la mobilitazione di tutta la comunità scientifica». Erano previste numerose conferenze nonchè stand per le strade della città destinati ad informare la popolazione sull'utilità della sperimentazione animale.

Arrivato il giorno fatidico, gli stand per le strade? Annullati. Le conferenze? Ridotte ai tre o quattro eterni oratori sempre pronti a difendere ciò grazie a cui vivono, si sono svolte in presenza di una sessantina di giovani ricercatori o studenti. Pochi se si pensa che sono 1000 nella sola facoltà di medicina. E fra questi 60 presenti, quanti sono venuti per paura di rappresaglie da parte dei loro docenti in caso di assenza? Quanto alla «mobilitazione della comunità scientifica», quest'ultima sembra essersi ridotta agli oratori già citati, oltre al rettore dell'Università che faceva da fisionomista all'entrata dell'uditoreo, circondato da alcuni agenti di sicurezza.

L'assenza di scienziati era peraltro piuttosto sorprendente in quanto se il rettore

dell'università dichiarava che «ogni individuo ha diritto di formarsi la propria opinione su questo argomento» (la sperimentazione animale), un documento inviato nella massima discrezione agli scienziati era di contenuto ben più aggressivo. Si diceva infatti che gli organizzatori di ZUGETIVE utilizzano «metodi di terrorismo contro la ricerca medica» e che pertanto è necessario «contrattaccare i militanti». Ed infine gli scienziati erano «cortesemente invitati a contribuire alla difesa della sperimentazione animale (sic!)» ed a «motivare i loro collaboratori in questo senso». È già di per sé deplorevole che l'Università abbia cercato lo scontro ma che per di più finisca con l'annullare le azioni previste col motivo che i ricercatori temevano di farsi aggredire dietro il loro stand è a dir poco costernante. A maggior ragione dopo aver incoraggiato i suoi studenti a non recarsi all'università il giorno della manifestazione «per la loro sicurezza». La sperimentazione animale è eticamente inaccettabile. È normale che le persone che vi si oppongano possano esprimere il loro punto di vista. Cercando di farli passare per dei «terroristi», l'Università offre una visione poco lusinghiera di sé.



Quest'anno, lo stand di alimentazione esclusivamente vegan era tenuto dalla LSCV. Per tutta la giornata, il pubblico ha avuto la scelta tra spezzatino di seitan, salsiccia, patatine e hot dog.

## Consegna della petizione

### « No agli esperimenti sulle scimmie all'Università di Friborgo »

**Lanciata nel giugno 2009 all'annuncio di ZUGETIVE 2009, la nostra petizione ha raccolto 19'116 firme manoscritte in tre mesi. È stata depositata presso il Segretariato del Gran Consiglio friborghese mercoledì 16 settembre 2009 alle 14.00.**

La nostra petizione chiede non solo l'abbandono da parte dell'Università di tutti gli esperimenti effettuati sulle scimmie ma anche di tutti gli esperimenti sugli animali a favore dell'incoraggiamento di nuovi metodi di ricerca più etici e più scientifici.



Una delegazione dell'AGSTG, ATRA e LSCV ha consegnato 19'116 firme a Mireille Hayoz, Segretario generale del Grand Consiglio.

Nella nostra lettera rivolta ai deputati del Gran Consiglio friborghese ricordiamo che l'Università di Friborgo non ha nulla da guadagnare dalle attività di qualche gruppo di ricerca che svolge esperimenti sugli animali. L'Università dovrebbe ricordarsi della sua tradizione umanista e mirare all'eccellenza, imboccando risolutamente ed inequivocabilmente la strada dei metodi sostitutivi.

► Seguito del nostro dossier

## « Vivisezione autorizzata in Svizzera su 100 uccelli di una specie iscritta sulla lista rossa »

Nel 2008 (vedere i n° 20 e 22 del nostro giornale) e nel 2009 (giornale n°25), vi abbiamo parlato della denuncia che abbiamo sporto presso la Procura di Soletta contro uno scienziato del cantone di Vaud, il dott. Bize, e l'Ufficio veterinario cantonale di Soletta (UVC).

**Dopo oltre due anni di procedura, la Procura di Soletta ha riconosciuto le violazioni della legge sulla protezione degli animali ed esteso l'azione penale contro :**

1) il Dott. Bize per aver utilizzato « un procedimento non autorizzato » (incisioni chirurgiche e dimensioni della compressa collocata sotto il derma superiori a quelle dichiarate) nell'ambito del quale « consentiva a far subire agli animali dolori e mali che avrebbero potuto essere evitati senza per questo pregiudicare l'obiettivo della sperimentazione ».

2) l'Ufficio veterinario cantonale di Soletta, per aver volutamente sottratto la richiesta del Dott. Bize all'esame di una commissione cantonale indipendente dall'autorità.

Il dossier è stato deferito in settembre al Tribunale di Soletta-Lebern.

L'integralità di questo dossier può essere consultata sul nostro sito Internet a pagina: [http://www.lscv.ch/pages/experimentation\\_animale/bize/communique.html](http://www.lscv.ch/pages/experimentation_animale/bize/communique.html)



► 13 ottobre 2009 – Esperimenti sulle scimmie presso il Politecnico e

## Il Tribunale federale

Al termine di tre anni di procedure, il Tribunale federale (TF) ha chiuso ricorso di due scienziati dell'istituto di neuroinformatica dell'EPFZ e

Presentando domanda di autorizzazione per sperimentazioni su macachi nel cantone di Zurigo nel gennaio 2006, i ricercatori volevano allestire due progetti di ricerca sulla plasticità e la microcircuiteria del cervello. Quando si pensa che tra 800 e 900 nuove domande di sperimentazioni animali sono presentate ogni anno in Svizzera e che i rifiuti si contano sulle dita di una mano, queste due domande avrebbero dovuto ridursi ad una semplice formalità amministrativa.

Eppure questa volta no. La commissione cantonale sulla sperimentazione animale, ritenendo insufficienti i risultati attesi a fronte delle sofferenze e dei dolori inflitti agli animali, si oppone a questi esperimenti. Gli scienziati hanno presentato diversi ricorsi contro la decisione della commissione, ma tutti sono stati respinti. Quanto all'Ufficio veterinario cantonale (UVC), che aveva deciso di non prendere in conto la decisione della sua stessa commissione rilasciando malgrado tutto le autorizzazioni richieste nell'ottobre 2006, subisce una cocente sconfessione.

La lezione che possiamo trarre da questa esperienza è che finalmente una decisione dell'autorità cantonale può essere contestata, anche se il ricorrente non è necessariamente leso da quest'ultima. Poiché non si è ancora visto un topo, un rondone a ventre bianco o un macaco avviare una procedura amministrativa per atti lesivi della salute, gli unici ricorrenti erano finora scienziati generalmente contrari alle restrizioni imposte dalle autorità contro i loro esperimenti.

Ci auguriamo che la decisione del TF sia frutto di una migliore percezione e comprensione, da parte dei nostri tribunali, dei danni cagionati dall'incompetenza o dalla cattiva volontà di un'autorità. Ancora oggi troppi cantoni rilasciano autorizzazioni di esperimenti senza veramente valutarne l'interesse scientifico a fronte delle sofferenze inflitte agli animali. La decisione tanto del tribunale amministrativo cantonale che del Tribunale federale sembra essere un segnale chiaro inviato alle autorità cantonali, alle quali si ingiunge di rispettare la legislazione e svolgere correttamente il loro lavoro.

Più sorprendente ancora è stato il modo in cui la stampa ha riferito sulla decisione del TF. Un numero preoccupantemente alto di giornalisti non ha esitato a darne una visione poco obiettiva del dossier, in particolare sulla procedura. È così che si è potuto leggere che una « commissione di protezione degli animali » era all'origine del ricorso. Nei fatti, se è vero che tre rappresentanti della protezione animale fanno effettivamente parte di questa commissione cantonale, il titolo ufficiale di quest'ultima è « Commissione sulla sperimentazione animale ». È composta da

11 membri, di cui tre rappresentano l'università e uno l'EPFZ ! La decisione di rifiutare questi esperimenti è stata presa alla maggioranza della commissione, sicché si è ben lontani da una decisione abusiva adottata da una « commissione di protezione degli animali ».

Non si è peraltro esitato ad agitare l'eterno spettro della « fuga degli scienziati », pronti a lasciare la Svizzera per rifugiarsi in un paese più accogliente e soprattutto privo di leggi di protezione degli animali. Oppure, ed è più frequente, un paese in cui vige una legge che però non è applicata.



l'Università di Zurigo

# dice di no

**definitivamente il dossier respingendo il  
dell'Università di Zurigo.**

Per quanto riguarda le ditte farmaceutiche come Roche o Novartis, è bene ricordare che da molto tempo dispongono di numerosi filiali su tutti i continenti. Pertanto, la decisione del TF non dovrebbe ostacolare affatto eventuali esperimenti contestabili svolti dall'industria farmaceutica, in quanto già da tempo si praticano all'estero!

Quanto alla ricerca portata avanti nei nostri atenei, non dimentichiamo che è principalmente finanziata dai nostri contributi pubblici. Che tutti questi scienziati che minacciano di andarsene, lo facciano finalmente e lascino il posto alla giovane generazione di ricercatori che non chiedono di meglio che lavorare con metodi sostitutivi. L'aiuto finanziario elargito alla ricerca medica non diminuirà, cambierà soltanto mani. Chi se ne rincrescerà?

Il comitato di redazione

## Cronologia

**Gennaio 2006 :** alcuni scienziati dell'istituto di neuroinformatica dell'EPFZ e dell'Università di Zurigo presentano due richieste di sperimentazione animale presso l'autorità cantonale zurighese, rappresentata dall'Ufficio veterinario cantonale (UVC). Come imposto per legge (vedi accanto), l'UVC sottopone le richieste degli scienziati alla commissione cantonale sulla sperimentazione animale. Gli scienziati devono fornire complementi di informazione alla commissione, la quale chiede peraltro 3 perizie indipendenti.

**Settembre 2006 :** La commissione, alla maggioranza dei suoi membri, dà un preavviso negativo alle due richieste ritenendo che tali esperimenti violano la dignità degli animali e che i risultati scientifici attesi sono insufficienti a fronte dei mali e dolori inflitti agli animali.

**Ottobre 2006 :** Senza tenere conto del preavviso negativo commissione, l'UVC rilascia le due autorizzazioni ai ricercatori.

**Novembre 2006 :** La commissione fa appello presso il Consiglio cantonale contro le autorizzazioni rilasciate dall'UVC.

**Febbraio 2007 :** Il Consiglio cantonale accetta l'appello della commissione e vieta i due esperimenti.

**Marzo 2007 :** I ricercatori fanno appello contro questa decisione presso il Tribunale amministrativo.

**Marzo 2008 :** Dopo aver confrontato, a due riprese, le argomentazioni del Consiglio cantonale, dell'UVC, della commissione e degli scienziati, il Tribunale amministrativo respinge il ricorso e conferma il divieto degli esperimenti. Precisa tra l'altro che l'apporto scientifico non è sufficientemente dimostrato.

**Giugno 2008 :** I ricercatori fanno ricorso contro la decisione del Tribunale amministrativo presso il Tribunale federale.

**13 ottobre 2009 :** Il Tribunale federale respinge il ricorso dei ricercatori. Il dossier è chiuso, gli esperimenti sono definitivamente vietati.



L'articolo pubblicato sul nostro giornale di giugno 2007 relativamente al primo divieto degli esperimenti zurighesi, è consultabile sul nostro sito internet a partire dal menu edizioni. Consultate poi la rubrica "archivi del giornale".

## Base legale e svolgimento pratico degli esperimenti sugli animali

L'esecuzione della sperimentazione animale è definita nella legge sulla protezione degli animali (LPDA) e la relativa ordinanza (OPAn), entrate in vigore rispettivamente nel 1978 e nel 1981. La legge è stata interamente riveduta nel 2005, l'ordinanza nel 2008. I nuovi testi sono entrati in vigore il 1° settembre 2008. Citiamo tra l'altro:

### Art. 17 (LPDA) Limitazione al minimo indispensabile

Gli esperimenti che provocano all'animale dolori, sofferenze o lesioni, lo pongono in stato d'ansietà oppure che possono compromettere in misura notevole il suo stato generale o ledere in altro modo la sua dignità devono essere limitati al minimo indispensabile.

### Art. 137 (OPAn) Criteri per la valutazione dell'indispensabilità di esperimenti che compromettono il benessere degli animali

<sup>1</sup> Il richiedente deve dimostrare che l'obiettivo dell'esperimento è connesso con il mantenimento o la protezione della vita e con la salute dell'uomo e dell'animale, promette l'ottenimento di nuove conoscenze su processi vitali fondamentali, oppure serve a proteggere l'ambiente naturale.

<sup>2</sup> Il richiedente deve inoltre dimostrare che l'obiettivo dell'esperimento non può essere conseguito attraverso metodi non implicanti la sperimentazione animale e idonei secondo le conoscenze più recenti.

<sup>4</sup> Un esperimento sugli animali e le sue singole parti devono essere pianificati in modo tale che venga impiegato il minor numero possibile di animali e si persegua la riduzione al minimo della loro sofferenza (...).

## Ruolo della commissione cantonale di controllo della sperimentazione animale

La commissione di controllo della sperimentazione animale fonda la propria legittimità nella legge e nell'ordinanza federali sulla protezione degli animali, segnatamente i seguenti articoli:

### Art. 34 (LPDA) Commissione cantonale per gli esperimenti sugli animali

<sup>1</sup> Ogni Cantone istituisce una commissione di specialisti per gli esperimenti sugli animali, indipendente dall'autorità che rilascia le autorizzazioni e in cui sono rappresentate adeguatamente le organizzazioni per la protezione degli animali. Più Cantoni possono istituire una commissione in comune.

<sup>2</sup> La commissione esamina le domande e formula una proposta all'autorità preposta al rilascio delle autorizzazioni. Essa partecipa al controllo dei centri di custodia di animali da laboratorio e al controllo dello svolgimento degli esperimenti. I Cantoni possono affidarle ulteriori compiti.

### Art. 139 (OPAn) Procedura di autorizzazione

<sup>4</sup> L'autorità cantonale trasmette le domande di esperimenti che compromettono il benessere degli animali alla commissione cantonale per gli esperimenti sugli animali e decide sulla scorta della proposta della commissione. Se non accoglie la proposta, motiva la sua decisione nei confronti della commissione.

# Me ressemble-t-il vraiment ?

# Gleicht es mir wirklich ?

# Ma mi assomiglia davvero ?



Les résultats issus d'expériences sur les animaux sont à l'origine d'effets secondaires graves lors d'administration de médicaments à des patients humains. Ces effets secondaires n'ont pourtant pas été décelés lors des études effectuées sur des souris, chiens ou singes. Comment s'en étonner ? L'animal n'est pas le modèle biologique de l'homme !

Il faut donner à la recherche médicale les moyens de développer des outils de recherche modernes et novateurs, permettant d'étudier des maladies sur des modèles substitutifs, comme les modèles cellulaires et tissulaires humains ou bioinformatiques.

## Grand concours d'affiche

Participez à notre concours et créez l'affiche de notre prochaine campagne d'affichage sur la voie publique.  
Pour une recherche médicale moderne et responsable.

Die Ergebnisse von Tierversuchen führen zu schwerwiegenden Nebenwirkungen, wenn menschlichen Patientinnen und Patienten Medikamente verabreicht werden. Die entsprechenden Nebenwirkungen waren aber im Rahmen der Experimente, die an Mäusen, Hunden oder Affen durchgeführt wurden, nicht feststellbar. Dies ist jedoch nicht weiter erstaunlich. Schliesslich stellt das Tier kein biologisches Modell des Menschen dar.

Die medizinische Forschung muss über die Mittel verfügen, um moderne und innovative Forschungsinstrumente zu entwickeln. Diese sollen es erlauben, Krankheiten im Rahmen von Ersatzmethoden wie menschlichen Zell- und Gewebemodellen oder bioinformatischen Ansätzen zu untersuchen.

## Grosser Plakatwettbewerb

Nehmen Sie an unserem Wettbewerb teil und gestalten Sie das Plakat für unsere nächste öffentliche Plakatkampagne. Diese steht ganz im Zeichen einer modernen und verantwortungsbewussten medizinischen Forschung.

I risultati ottenuti tramite gli esperimenti sugli animali sono all'origine di effetti secondari gravi al momento della somministrazione di farmaci a pazienti umani. Questi effetti secondari non sono stati individuati nel corso degli studi svolti su topi, cani o scimmie. Ma c'è veramente da stupirsi? L'animale non è il modello biologico dell'uomo !

Dobbiamo dare alla ricerca medica i mezzi di sviluppare strumenti di ricerca moderni ed innovativi, che consentano di studiare le patologie su modelli sostitutivi, come i modelli cellulari e tissulari umani o bioinformatici.

## Grande concorso per il nostro manifesto

Partecipate al nostro concorso e ideate il manifesto della nostra prossima campagna nazionale pubblica.  
Per una ricerca medica moderna e responsabile.